

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 147

20 janvier 2015

SOMMAIRE

1com.lu	7023	Romexx S.à r.l.	7013
3B Binani Glassfibre S.à r.l.	7010	Rommels Maschinn S.à r.l.	7015
AMP Capital Investors (Angel Trains UK No. 2) S.à r.l.	7023	Royal Soparfi S.à r.l.	7016
AMP Capital Investors (CLH No. 1) S. à r.l.	7033	RP XXIII S.à r.l.	7018
BI-Invest Master Fund, SICAV SIF	7033	Ryho Technology S.A.	7018
B.P.S.C. S.A.	7019	Sapphire X S.à r.l.	7013
Brenntag-Interfer	7017	Shoba International SA	7011
Cilantro Luxembourg	7017	Sirio Holding Luxembourg S.à r.l.	7015
Comptalux S.A.	7012	Smetana Investments S.à r.l.	7014
Elenum Invest S.A.	7019	Social Quantum Group S.à r.l.	7015
Eneris Poland S.A.	7010	Social Quantum S.à r.l.	7014
eurEau Sources S.A.	7017	Solanum Sicav-Fis	7014
Fléikescht S.à r.l.	7032	Soltech Management S.à r.l.	7012
Fremon French Holdings S.à r.l.	7056	Solvéo International Investments S.à r.l.	7015
Global Investment Selection	7055	Somo-Lux S.A.	7012
Hammer Logistik A.G.	7022	Sonntag Immobilien GmbH	7011
LWM	7010	Technoconsult S.A.	7010
Marani S.à r.l.	7011	Thermo Concept SA	7010
Merus Labs Luxco II S.à.r.l.	7023	Thima Investments S.A.	7051
Mongolian Transportation Holdings S.à r.l.	7011	Ticket & Mail Service SA	7019
Neveq S.à r.l.	7018	Translink Mergers & Acquisitions S.à r.l.	7016
Patron Investments II S.à.r.l.	7018	Trias GER Cuxhaven - T S.à r.l.	7016
Patron Noosa Devco (Sutton) S.à r.l.	7050	Tycoon Company S.A.	7056
Raisin Blanc S.A.	7013	Vandersanden Finance S.à.r.l.	7023
Ribel Finance S.A.	7016	Yarmot s.à r.l.	7056
Rio Forte Investments S.A.	7013	Ypson S.A.	7012

Technoconsult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4621 Differdange, 10, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 39.414.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205000/10.

(140228941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Thermo Concept SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4540 Differdange, 33, rue Dicks Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 81.091.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205009/10.

(140228711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

3B Binani Glassfibre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 163.525.

Les comptes annuels au 31 mars 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Munsbach, le 15 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205101/11.

(140228389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Eneris Poland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.

R.C.S. Luxembourg B 75.118.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014206867/11.

(140231132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

LWM, Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 69.890.

Les statuts coordonnés au 27/11/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/11/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014207154/12.

(140231791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Sonntag Immobilien GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 1A, Wäistrooss.
R.C.S. Luxembourg B 53.345.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014204939/10.

(140228718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Shoba International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 105.541.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SHOBA INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2014204900/10.

(140228293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Mongolian Transportation Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 318.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 156.648.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour Mongolian Transportation Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014204550/14.

(140228043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Marani S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 151.406.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des associés de la société tenue en date du 22 décembre 2014

- La liquidation de la société MARANI S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Hellinckx en date du 19 mars 2014, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés sous seing privé tenue en date du 22 décembre 2014.

- Tous les documents et livres comptables de la société seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans au siège social de la société SOFINEX S.A., situé au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Pour MARANI S.à r.l.

Société à responsabilité limitée, en liquidation volontaire

SOFINEX S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014204556/20.

(140229361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Ypson S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 153.438.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205087/9.

(140228053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Comptalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3899 Foetz, 8, rue Théodore de Wacquant.
R.C.S. Luxembourg B 87.126.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014206813/9.

(140231411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Soltech Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4831 Rodange, 296, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 174.582.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRODESSE S.à r.l.

19, rue de la Gare

L-3237 BETTEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2014204935/13.

(140228123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Somo-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5446 Schengen, 2-4, Hanner der Schoul.
R.C.S. Luxembourg B 171.894.

Gemäß Artikel 1 des Gesetzes vom 28. Juli 2014 bezüglich der Immobilisierung von Inhaberaktien und -anteilen und der Führung des Registers von Namensaktien und des Registers von Inhaberaktien zur Änderung 1) des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 bezüglich der Handelsgesellschaften und 2) des abgeänderten Gesetzes vom 5. August 2005 über die Verträge von Finanzgarantien möchte ich

Herr

Stefan Zimmer

Geboren am 23.07.1963

in Orscholz

wohnhaft in

Saarbrückerstrasse 8a

D-66359 Bous

Ihnen mitteilen, das ich der Depositaer für die Aktien oben genannter Société Anonym bin.

SOMO-Lux S.A.

2-4, Hanner der Schoul

L-5446 Schengen

Luxembourg

Référence de publication: 2014204938/23.

(140227942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Raisin Blanc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 13, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 98.606.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014204791/9.

(140228497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Romexx S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 175.894.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Romexx S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014204788/11.

(140227769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Rio Forte Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 9, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 134.741.

Extrait de la décision sur la nomination d'un dépositaire des actions et parts sociales au porteur du 11.12.2014

Les curateurs de la société RIO FORTE INVESTMENTS SA en faillite décident de nommer
xinex s.à r.l., experts comptables, demeurant L - 6113 Junglinster, 42 rue des Cerises
comme dépositaire des actions et parts sociales au porteur.

Junglinster, le 16.12.2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

Alain RUKAVINA

Le curateur

Référence de publication: 2014204803/15.

(140228868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Sapphire X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 163.583.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

En date du 19 décembre 2014, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- l'associé unique a pris connaissance du fait que toutes les dettes de la Société ont été payées et a décidé de prononcer la clôture de la liquidation de la Société;

- l'associé unique décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés au siège social de la Société pendant cinq ans, à partir de la date de la publication des présentes dans le Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014204827/19.

(140227709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Solanum Sicav-Fis, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 186.672.

Le Conseil d'Administration de Solanum SICAV-SIF a décidé en date du 28 Octobre 2014 que Mr. Daniel Martineau ayant pour adresse professionnelle 6 Place des Eaux-Vives 1207 Genève en Suisse serait le représentant permanent de l'administrateur personne morale: Summit Trust International en remplacement de Mme. Kim Morgan avec effet à la date de l'agrément de la CSSF qui à été donné le 11 Décembre 2014.

Pour Solanum SICAV-FIS

Société anonyme

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014204847/15.

(140228548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Social Quantum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 179.727.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 19 décembre 2014, le gérant unique a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse du gérant unique avec effet immédiat:

- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014204845/18.

(140228515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Smetana Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CZK 500.000,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 172.371.

Par résolutions signées en date du 17 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris les décisions suivantes:

1. acceptation de la démission de Frank Heiss, de son mandat de gérant avec effet immédiat;
2. nomination de Cord von Lewinski, né le 12 avril 1976 à Giessen (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au Bockenheimer Landstrasse 2-4, 60306 Francfort (Allemagne), en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Dès lors, le conseil de gérance se compose ainsi:

Gérants

M Charles ROEMERS

Mme Rosa VILLALOBOS

M Jiri ZRUST

M Cord VON LEWINSKI

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204841/21.

(140228221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Rommels Maschinn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6960 Senningen, 133, rue de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 92.022.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014204810/10.

(140228965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Sirio Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 139.195.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204908/10.

(140228790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Solvéo International Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 170.871.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014204848/12.

(140228440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Social Quantum Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 22.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 177.666.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 19 décembre 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des gérants suivants avec effet immédiat:

Gérants de Classe B:

- Abdelhakim Chagaar, Gérant de Classe B, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;

- Giuseppe di Modica, Gérant de Classe B, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014204844/22.

(140228511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Translink Mergers & Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 450.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 81.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014205026/9.
(140228008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Royal Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 154.242.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 décembre 2014.
Référence de publication: 2014204812/10.
(140228791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Trias GER Cuxhaven - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 192.578.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales daté du 17 décembre 2014 que Trias Holdco C -T S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré l'ensemble des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales qu'elle détenait dans le capital social de la Société à Trias Pool I - T S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2014.
Référence de publication: 2014204980/16.
(140228595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Ribel Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 166.488.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 12 décembre 2014 que:

- Les démissions de Monsieur Patrick MOINET, administrateur de classe A et Monsieur Philippe SALPETIER, administrateur de classe B de la Société ont été acceptées avec effet au 1^{er} octobre 2014;
- Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs de la Société, avec effet au 1^{er} octobre 2014 et ce pour une durée de 6 années:
 - Mme Yuliya BAY-LANGER, née le 20 février 1984 à Kyiv, Ukraine, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, administrateur de classe A;
 - Mme Sandrine BISARO, née le 28 juin 1969 à Metz, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg; administrateur de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 décembre 2014.
Référence de publication: 2014204781/19.
(140228004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Brenntag-Interfer, Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 97.256.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société Brenntag-Interfer, décidée par acte du notaire Maître Marc Loesch en date du 17 novembre 2014, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 16 décembre 2014.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203923/14.

(140228957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

eurEau Sources S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 77.241.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 8 décembre 2014

Est nommé administrateur en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire:

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Marc ALBERTUS terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Cette cooptation sera soumise à ratification par la prochaine assemblée générale.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203776/16.

(140228295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Cilantro Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.202.712,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 155.643.

EXTRAIT

La société Cilantro Luxembourg tient à informer le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg que certains associés ont changé d'adresse.

Le siège social des associés suivants:

- Fourth Cinven Fund (No.1) Limited Partnership
- Fourth Cinven Fund (No.2) Limited Partnership
- Fourth Cinven Fund (No.3-VCOC) Limited Partnership
- Fourth Cinven Fund (No.4) Limited Partnership
- Fourth Cinven Fund (UBTI) Limited Partnership
- Fourth Cinven (MACIF) Limited Partnership

est:

P.O. Box 656 East Wing, Trafalgar Court Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3PP.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Cilantro Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014203978/24.

(140227785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Ryho Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 42, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 116.709.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014204820/10.

(140228362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

RP XXIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 135.614.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014204816/10.

(140228105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Neveq S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 129.027.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique en date du 9 décembre 2014 que Monsieur Ivo Eugeniev Eugeniev a démissionné de son mandat de gérant avec effet au 3 décembre 2014 et ne sera pas remplacé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Neveq S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014204625/14.

(140228543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Patron Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.400,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 122.759.

Auszug aus der Beschlussfassung der alleinigen Gesellschafterin vom 18. Dezember 2014

Die alleinige Gesellschafterin hat folgende Beschlüsse gefasst:

- Der Rücktritt mit Wirkung zum 18. Dezember 2014 von Herrn Emmanuel Maurice Mougeolle von seinen Mandat als Geschäftsführer wird angenommen.

- Herr Steve van den Broek, Gesellschaftsverwalter, geboren in Antwerpen (Belgien) am 26. Juli 1970, mit beruflicher Anschrift in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, wird zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt mit Wirkung zum 18. Dezember 2014 und auf unbestimmte Zeit.

Die Geschäftsführung der Gesellschaft setzt sich seitdem wie folgt zusammen:

- Frau Géraldine Schmit, Geschäftsführerin, mit beruflicher Anschrift in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg
 - Herr Steve van den Broek, Geschäftsführer, mit beruflicher Anschrift in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg
 - Herr Jürgen Schlichting, Geschäftsführer, mit Anschrift in 24 Deer Ridge Trail, Water Mill, 11976 New-York, USA
- Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014204683/20.

(140228669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Ticket & Mail Service SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.
R.C.S. Luxembourg B 83.308.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Troisvierges, le 19/12/2014.

Référence de publication: 2014205012/10.

(140228658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Elenum Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 191.510.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 décembre 2014

1. La société A&C Management Services Sàrl, R.C.S Luxembourg B 127 330, ayant siège social au 80, rue des Romains, L-8041 Luxembourg, est nommée, avec effet immédiat, nouveau Commissaire en remplacement de M. Marc Besch démissionnaire. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en l'an 2020.

Fait à Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

Pour ELENUM INVEST S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014204143/16.

(140227825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

B.P.S.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3394 Roeser, 9, Grand-Rue.
R.C.S. Luxembourg B 193.022.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le premier décembre.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

- Monsieur Paul BODIN, commerçant, demeurant à L-3394 Roeser, 9, Grand-Rue.

Lequel comparant a requis le notaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer, dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre le comparant et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: "B.P.S.C. S.A.".

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts.

Art. 3. Le siège de la Société est établi dans la commune de Roeser. Il peut être transféré par simple décision du conseil d'administration en tout autre lieu de cette commune et par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires comme en matière de modification des statuts, dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra même être transféré à l'étranger, sur simple décision du conseil d'administration, lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la Société à son siège ou seraient imminents, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Nonobstant un tel transfert à l'étranger qui ne peut être que temporaire, la nationalité de la Société restera luxembourgeoise.

En toute autre circonstance, le transfert du siège de la Société à l'étranger et l'adoption par la Société d'une nationalité étrangère ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime de tous les associés et de tous les obligataires réunies en assemblée générale extraordinaire et plénière.

La Société peut, par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, succursales, agences et bureaux.

Art. 4. La société a principalement pour objet l'acquisition, la vente, l'échange, la construction de tout objet immobilier, soit directement, et en son nom, soit par l'entremise de sociétés ou autres entités luxembourgeoises ou étrangères poursuivant ce même objet ou un objet similaire. Dans ces derniers cas, la Société peut prendre des participations ou des intérêts qui ne doivent pas être nécessairement majoritaires ou déterminants en ce qui concerne leur gestion. Dans ces contextes, la Société peut également donner les objets immobiliers en location sous quelque forme que ce soit ou les prendre en location, les concéder en sous location ou les mettre autrement en valeur.

La Société a en outre pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, l'acquisition de biens meubles et immeubles, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut encore accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut d'une manière générale effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations à favoriser l'accomplissement de son objet social.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à 31.000,00 EUR (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de 100,- EUR (cent euros) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts, autorisé à augmenter en une fois ou par plusieurs tranches le capital social à l'intérieur des limites du capital autorisé, ci-dessus visé.

Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, à libérer par des versements en espèces, ou par des apports autres qu'en espèces, tels des apports en nature, des titres, des créances, par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société.

Le conseil d'administration est encore expressément autorisé à réaliser tout ou partie du capital autorisé par l'incorporation de réserves disponibles dans le capital social.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou tout autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de ces augmentations de capital et pour comparaître par-devant notaire pour faire acter l'augmentation de capital ainsi intervenue dans les formes de la loi.

Chaque fois que le conseil d'administration fait constater authentiquement une augmentation du capital social, le présent article sera considéré comme adapté à la modification intervenue.

Le capital autorisé est fixé à 1.000.000,- EUR (un million d'euros) qui sera représenté par 10.000 (dix mille) actions d'une valeur de 100,-EUR (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital social de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Art. 6. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins ou en cas de société unipersonnelle d'un administrateur unique. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles. Le conseil élit en son sein un président et le cas échéant un vice-président.

Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur nommé par l'assemblée générale devient vacant, les administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration, soit par la signature de l'administrateur unique en cas d'une société unipersonnelle.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la Société seule, représentée par son conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent. Il est convoqué par son président, en son absence par le vice-président ou par deux administrateurs.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer si une majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut se faire représenter par un de ses collègues. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues à la fois.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix le président a voix prépondérante.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent transmettre leurs votes par tout moyen écrit de télécommunication.

Le conseil d'administration peut prendre des résolutions par la voie circulaire. Les propositions de résolutions sont dans ce cas transmises aux membres du conseil d'administration par écrit qui font connaître leurs décisions par écrit. Les décisions sont considérées prises si une majorité d'administrateurs a émis un vote favorable.

Il est dressé procès-verbal des décisions du conseil d'administration.

Les extraits des décisions du conseil d'administration sont délivrés conformes par le président, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 10. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Chaque année, le trente et un décembre, les livres, registres et comptes de la Société sont arrêtés. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que l'annexe aux comptes annuels.

Art. 12. Le conseil d'administration ainsi que les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale quand ils le jugent opportun. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le cinquième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations de toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Les extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont délivrés conformes par le président du conseil d'administration, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 13. Le conseil d'administration peut subordonner l'admission des propriétaires d'actions au porteur au dépôt préalable de leurs actions; mais au maximum cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion. Tout actionnaire a le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire, chaque action donnant droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le quatrième vendredi du mois de juin à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit dans la commune du siège à désigner dans les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle est appelée à approuver les comptes et les rapports annuels et à se prononcer sur la décharge des organes sociaux.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder en cours d'exercice au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 15. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice commence au jour de la constitution pour se terminer le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle se réunira en 2016.

Souscription - Libération

Le capital social a été intégralement souscrit par l'actionnaire unique Paul BODIN, susdit.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de 31.000,-EUR (trente et un mille euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ neuf cents euros (EUR 900,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à 1 (un) et celui des commissaires à 1 (un).

Est nommé administrateur unique:

- Monsieur Paul BODIN, commerçant, demeurant à L-3394 Roeser, 9, Grand-Rue.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

- Monsieur Frank SIMON, comptable, demeurant à L-3286 Bettembourg, 7 rue Jean-Antoine Zinnen.

Troisième résolution

Le mandat de l'administrateur et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire qui se tiendra en 2017.

Quatrième résolution

Le siège social est établi à L-3394 Roeser, 9, Grand-Rue.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: BODIN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 décembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 58084. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206705/171.

(140230905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Hammer Logistik A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-6686 Mertert, 34, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 65.968.

Auszug aus dem Protokoll der Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Dezember 2014

Es wurde folgender Beschluss gefasst:

Erster Beschluss

Der alleinige Aktionär beschließt mit sofortiger Wirkung, das Mandat von Herrn Peter Michael Leonhard VIEBIG, geboren am 8. Februar 1966 in Duisburg (D), wohnhaft in D-47239 Duisburg, Dorfstraße 62 C, als alleiniger Verwalter der Gesellschaft, zu verlängern. Sein Mandat endet mit der Jahreshauptversammlung des Jahres 2020.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 19. Dezember 2014.

Für FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2014204305/16.

(140228116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

1 com.lu, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 103, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 166.761.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205094/9.

(140228219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

VDS Finance S.à.r.l., Vandersanden Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 68.550.300,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 82.430.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014205049/12.

(140228684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

AMP Capital Investors (Angel Trains UK No. 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 140.473.

EXTRAIT

En date du 09 décembre 2014, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Alan Botfield, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat;
- Madame Virginia Strelen, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est élue nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014203854/14.

(140227634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Merus Labs Luxco II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 192.971.

STATUTES

This eleventh day of November two thousand fourteen before me, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

appeared:

Merus Labs Luxco S.à r.l., a company organised under the laws of Luxembourg, with registered office L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B170130,

(the "Incorporator")

Here represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, with professional address at the office of Francis Kessler, aforementioned, 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, acting by virtue of a proxy given under private seal.

The power of attorney to the person appearing is initialled ne varietur by the person appearing and by me, notary, and is annexed hereto.

The person appearing declared and requested me, notary, to record the following:

The Incorporator hereby incorporates a company with limited liability governed by the following articles of association:

Art. 1. Interpretation and Defined terms.

1.1 In these articles, unless the context requires otherwise:

"Commercial Companies Act 1915" means the Act concerning commercial companies of 10 August 1915, as amended;

"distributable equity" means, at any given time, the sum of the current year profit or loss and the accumulated, realised profits and any distributable reserves, less accumulated, realised losses and the amount to be transferred to the statutory reserve subject to and in accordance with Article 10.2;

"final dividend" means a dividend determined by reference to profit set forth in the company's annual accounts as approved by the general meeting;

"group company" means any direct or indirect parent company of the company, with or without legal personality, and any subsidiary of such parent company, with or without legal personality;

"management board" means the management board of the company or, where the context so requires, if the company only has one manager, the sole manager;

"manager" means a manager of the company;

"manager A" means a manager appointed as such by the general meeting;

"manager B" means a manager appointed as such by the general meeting;

"member" means a holder of one or more shares and as such a member of the company;

"MRPS" has the meaning ascribed thereto in Article 3.1 below;

"MRPS Reserves" means, at any given time, the aggregate balance of the separate reserve accounts maintained by the company for the benefit of the holders of MRPS subject to and in accordance with Article 3.5 below;

"ordinary shares" means the ordinary shares in the capital of the company;

"share" means an ordinary share or an MRPS;

"special equity account" means account 115 equity contributions without allotment of securities within the meaning of the Grand Ducal Regulation of 10 June 2009 defining the contents and presentation of a standardised chart of accounts; and

"statutory reserve" means the reserve to be maintained subject to and in accordance with article 197 of the Commercial Companies Act 1915.

1.2 Where the context so admits or requires, defined terms denoting the singular include the plural and vice versa and words denoting the masculine, feminine or neuter gender include all genders.

1.3 Unless the context otherwise requires, words or expressions contained in the articles bear the same meaning as in the Commercial Companies Act 1915 as in force on the date when the articles become binding.

1.4 The invalidity or unenforceability of any provision of the articles shall not affect the validity or enforceability of the remaining provisions of the articles.

Art. 2. Name, Legal form, etc.

2.1 The name of the company is: Merus Labs Luxco II S.à r.l.

2.2 The company is a company with limited liability under the Commercial Companies Act 1915 and is incorporated for an indefinite term.

2.3 The registered office of the company is situated in the City of Luxembourg.

2.4 The objects of the company are to acquire participations in companies and undertakings of whatever form, in Luxembourg and abroad, as well as the management thereof and to do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all to be interpreted in the broadest sense.

In particular, the objects of the company include participating in the creation, development, management and control of any company or undertaking. The objects of the company include acquiring, by subscription, purchase, exchange or in any other manner, stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity.

The company may borrow in any form, except by way of public offering of bonds, and finance its subsidiaries and other group companies as well as third parties. It may give guarantees and provide security for its own obligations as well as those of third parties, including by pledging or otherwise encumbering its assets.

The Company may buy, sell, exchange, lease, hire, rent and manage any patents, trademarks or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever which it holds from time to time.

The Company may license the use and/or the right to exploit any patents, trademarks or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever which it holds from time to time.

The Company may engage in the acquisition and supply of, and general trading in, medical and drug products (including derivatives thereof) with associated and/or third parties.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 3. Share capital.

3.1 The share capital of the company is twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each. The Company may issue in the future, upon a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders, mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (the "MRPS").

3.2 No share is to be issued for less than the aggregate of its nominal value and any premium to be paid to the company in consideration for its issue.

3.3 The company may acquire its own shares and hold them as treasury shares. In the case of an acquisition for value, however, the shares may only be acquired subject to and in accordance with the Commercial Companies Act 1915 and the terms and conditions, and in the manner, determined by the general meeting. In such instance, the management board shall draw up interim accounts and Article 11.3 shall apply mutatis mutandis. The rights attached to shares held in treasury, including without limitation voting rights and rights to receive distributions of whatever nature, shall be suspended.

3.4 Notwithstanding Article 3.3 above, shares may also be repurchased and are liable to be redeemed, respectively, subject to and in accordance with the terms, conditions and manner of repurchase or redemption determined from time to time by the management board. Where shares are repurchased or redeemed under this Article 3.4, the shares are immediately treated as though they are cancelled and until the actual cancellation all rights attached to such shares, including without limitation voting rights and rights to receive distributions of whatever nature, shall be suspended.

3.5 The company shall maintain separate reserve accounts for the ordinary shares and the MRPS, including without limitation separate statutory reserve accounts, separate share premium accounts and separate special equity accounts, and the holders of shares of the relevant class are collectively and exclusively entitled, on a pari passu basis, to the amount standing to their credit for as long as shares of such class are in issue (disregarding shares that are held in treasury).

3.6 Conversion of a share of a particular class into a share of another class shall not result in a reduction or increase of any class reserve, unless expressly provided otherwise at the time of conversion or when it concerns the conversion of the last share of a class (disregarding shares that are held in treasury).

Art. 4. Mandatorily redeemable preferred shares.

4.1 MRPS are convertible into any class of ordinary shares or MRPS.

4.2 MRPS shall carry a fixed coupon equal to nil percent (0%) per annum.

4.3 MRPS may be redeemed before the mandatory redemption date (early redemption), at any time, at the option of the company or the holders of MRPS. MRPS are to be redeemed at the latest on the tenth anniversary of their date of issue.

4.4 The amount payable on redemption of MRPS will be equal to the sum of the nominal value of such MRPS and a rateable part of the MRPS Reserves at that time (the "Redemption Amount"). The MRPS holder can opt for the Redemption Amount to be paid in specie, in such case, it will be paid in ordinary shares in the company.

4.5 If upon redemption the distributable equity is insufficient for the company to redeem all of the MRPS in full, the payment of the Redemption Amount (or part thereof) can be deferred but the redemption of the MRPS shall not be affected. In such instance, the company shall pay to the holders of the MRPS an amount equal to distributable equity and the difference between the Redemption Amount and the amount of the distributable equity shall be paid as and when the company will have sufficient profits and distributable reserves available for the purpose.

4.6 For the purpose of this Article 4, the term "redemption" includes a repurchase and the verb "redeem" includes to repurchase.

Art. 5. Transfer and Transmission of shares.

5.1 Shares are transferred by means of a written instrument and are freely transferable among members, provided that MRPS can only be transferred with the prior written consent of the company. Shares may not be transferred to non-members unless the members agree thereto in advance by a resolution that is passed by members representing at least three-quarters of the share capital. In addition to the foregoing, MRPS can only be transferred to non-members with the prior written consent of the company.

5.2 Shares may not be transmitted by reason of death to non-members, except with the approval of members representing three-quarters of the shares held by the surviving members. No approval shall be required where shares are transmitted to any legal heirs, including a surviving spouse.

5.3 If shares are otherwise transmitted by operation of law, including by reason of a merger or division of a member, the rights attached to such shares, including without limitation the right to attend and vote at a general meeting and the right to distributions, shall be suspended until the transmission has been approved by members representing three-quarters of the other shares in the company.

5.4 The company shall maintain a register within the meaning of article 185 of the Commercial Companies Act 1915. No fee may be charged for registering any instrument of transfer or other document relating to or affecting the title to any share and the company may retain any instrument of transfer which is registered.

For the avoidance of doubt, an entry in the register in respect of a transfer of shares shall be initialled *ne varietur* by a manager of the company, whether manually, in facsimile or by means of a stamp, and neither the transferor nor the transferee shall be required to sign the relevant entry.

Art. 6. Managers.

6.1 If two or more managers are appointed they shall together constitute a management board, which board shall consist of one or more managers A and one or more managers B. Managers B must be resident in the Grand Duchy of Luxembourg. Both individuals and legal entities can be managers.

6.2 Managers are appointed by the general meeting. A manager may be suspended or dismissed by the general meeting at any time, with or without cause.

6.3 If a seat is vacant on the management board, the management of the company shall be vested in the remaining managers or manager.

6.4 The general meeting shall determine the remuneration and other emoluments of managers.

6.5 The quorum for meetings of the management board may be fixed from time to time by a decision of the board but it must never be less than one manager A and one manager B and unless otherwise fixed it is one manager A and one manager B. If the total number of managers A or B for the time being is less than the quorum required, the management board must not take any decision other than a decision to call a general meeting so as to enable the members to appoint further managers.

6.6 If the company only has one manager, Article 6.5 does not apply and the manager may take decisions without regard to any of the provisions of the articles relating to management board decision-making.

6.7 Decisions of the management board may at all times be taken without holding a meeting. A board decision is taken in accordance with this Article 6.7 when all managers indicate to each other by any means that they share a common view on a matter. Such a decision may take the form of a written resolution, copies of which have been signed by each manager or to which each manager has otherwise indicated agreement in writing.

Art. 7. Representation and Delegation of day-to-day management.

7.1 The management board (or, for the avoidance of doubt, if the company only has one manager, the sole manager) represents and binds the company towards third parties.

7.2 A manager A acting jointly with a manager B can also represent and bind the company.

7.3 The day-to-day management of the company and the power to represent and bind the company with respect thereto may be delegated by the management board to one or more managers, acting severally or jointly. Any such delegation shall be governed by the general rules on powers of attorney. The managers may revoke any delegation in whole or part or alter its terms and conditions.

Art. 8. General meetings.

8.1 A general meeting (other than an adjourned meeting) must be called by notice of at least fourteen (14) days (that is, excluding the day of the meeting and the day on which the notice is given).

8.2 A general meeting may be called by shorter notice than that otherwise required if shorter notice is agreed by the members.

8.3 Notice of a general meeting of a company must be sent to:

- (a) every member of the company; and
- (b) every manager.

8.4 Notice of a general meeting of a company must state:

- (a) the time, date and place of the meeting; and
- (b) the agenda of the meeting and specifically the text of the resolutions proposed.

8.5 The members can adopt resolutions in writing, rather than at a general meeting, if and so long as the number of members does not exceed twenty-five. In such instance, each member shall receive the text of the resolution, in hard copy form or otherwise, and shall cast his vote in writing.

Art. 9. Members' reserve power.

9.1 The general meeting may direct the management board to take, or refrain from taking, specified action.

9.2 No such resolution relieves the managers from their duty or exonerates them from their responsibility and no such resolution invalidates anything which the managers have done before the passing of the resolution, nor does it affect the power to represent and bind the company towards third parties subject to and in accordance with Article 7.

Art. 10. Financial year and Statutory reserve.

10.1 The financial year of the company commences on the first of October of a calendar year and ends on the thirtieth of September of the next calendar year.

10.2 Each financial year, the company must transfer an amount equal to five percent (5%) of its net profits to the statutory reserve (albeit that the amount is booked to separate class reserve accounts). This requirement does not apply

if the aggregate amount standing to the credit of the statutory reserve accounts is equal to or more than ten percent (10%) of the aggregate share capital.

Art. 11. Dividends and Other distributions.

11.1 Only the general meeting can declare a final dividend.

11.2 A final dividend must not be declared unless the management board has made a recommendation as to its amount. Such a dividend must not exceed the amount recommended by the management board.

11.3 The management board may decide to pay an interim dividend (or to make a distribution other than a dividend) out of the distributable equity by reference to interim accounts prepared for the purpose and having regard to the rights of creditors; provided the decision is taken within two months after the date of the interim accounts.

11.4 Unless the members' resolution to declare a final dividend or management board decision to pay an interim dividend (or to make a distribution other than a dividend) specify a later date, it must be paid by reference to each member's holding of shares on the date of the resolution or decision to declare or pay it.

Transitional provision

By way of exception, the first financial year of the Company shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the 30th of September 2015.

Subscription

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe the entire share capital of the Company as follows:

Twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, numbered 1 through 12,500, are hereby issued at par and subscribed for by the Incorporator and have been paid up in cash, which payment the company hereby accepts. Payment was permitted in any currency and an amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.00) is at the company's disposal.

Resolutions of the sole shareholder:

The Incorporator, acting as sole shareholder of the company, hereby adopts the following resolutions:

1. The registered office of the company is located at 208, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg.
2. The first managers of the company are:
 - Andrew Philip Patient, born in Winnipeg (Canada) on the sixth day of February nineteen hundred seventy, with personal address at 2012 Schoolmaster Circle, Oakville, Ontario, Canada L6M 3A1, as manager A for an indefinite term;
 - Dr. Ulrich Franz Schöberl, born in Kösching (Germany) on the eighth of October nineteen hundred sixty-four, with professional address at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as manager A of the company for an indefinite term;
 - Christophe Schockmel, born in Virton (Belgique) on the fourteenth of December nineteen hundred eighty-two, with professional address at 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, as manager B of the company for an indefinite term;
 - Sam Geisen, born in Luxembourg (Luxembourg) on the tenth of July nineteen hundred eighty-three, with professional address at 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, as manager B of the company for an indefinite term; and
 - Sébastien Jérôme Pauchot, born in Paris (France) on the first of March nineteen hundred seventy-six, with professional address at 208, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg, as manager B of the company for an indefinite term.
3. The managing director in charge of the day-to-day management of the company is:
 - Dr. Ulrich Franz Schöberl, prenamed, with the power to bind by his sole signature the Company.

Costs

The costs, expenses and fees and charges of whatever kind, incurred by the company or charged to it by reason of this deed, amount to approximately one thousand five hundred euros (EUR 1,500.-).

This deed is drawn up in English followed by a version in French. The person appearing, acting as stated above, declared that in case of any discrepancy between the English version and the French version, the English version will prevail.

In witness whereof, this deed was drawn up and passed in Esch-sur-Alzette, on the date first above stated.

After the deed was read to the person appearing, the person appearing declared to understand the scope and the consequences and subsequently signed the original together with me, notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le onze novembre

a comparu

par-devant moi, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg:

Merus Labs Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26-28, rue Eward Steichen, L-2540 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 170130 (le «Fondateur»).

Ici représentée par Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration à la comparante est paraphée ne varietur par la comparante et par moi, notaire, et est annexée aux présentes.

La comparante a déclaré et m'a requis, notaire, d'acter ce qui suit:

Le Fondateur constitue par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les statuts suivants:

Art. 1^{er}. Interprétation et Définition des termes.

1.1 Dans les présents statuts, sauf si le contexte l'exige autrement:

«associé» signifie l'associé-détenteur d'une ou plusieurs parts sociales;

«capitaux propres distribuables» signifie, à un moment donné, la somme des bénéfices ou pertes de l'exercice concerné plus les bénéfices reportés et les réserves distribuables, moins les pertes reportées et le montant à transférer à la réserve légale sous réserve et en conformité avec l'Article 10.2;

«compte de capitaux propres spéciaux» signifie le compte 115 apport en capitaux propres non rémunéré par des titres dans le sens du Règlement grand-ducal du 10 juin 2009 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable normalisé;

«conseil de gérance» signifie le conseil de gérance de la société ou, lorsque le contexte le requiert, si la société n'a qu'un seul gérant, le gérant unique;

«dividende final» signifie un dividende déterminé par référence au bénéfice fixé dans les comptes annuels de la société que l'assemblée générale a approuvés;

«gérant» signifie un gérant de la société;

«gérant A» signifie un gérant nommé en cette qualité par l'assemblée générale;

«gérant B» signifie un gérant nommé en cette qualité par l'assemblée générale;

«Loi de 1915 sur les sociétés commerciales» signifie la loi du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;

«parts ordinaires» signifie les parts ordinaires dans le capital social la société;

«part sociale» signifie une part ordinaire ou une PPOR;

«PPOR» a la signification qui lui est attribuée à l'Article 3.1;

«réserves de PPOR» signifie, à un moment donné, le solde total des comptes de réserve distincts que la société tient au bénéfice des détenteurs de PPOR sous réserve et en conformité avec l'Article 3.5;

«réserve légale» signifie la réserve à conserver conformément à l'article 197 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales; et

«société du groupe» signifie toute société mère directe ou indirecte de la société, avec ou sans personnalité juridique, et toute filiale de cette société mère, avec ou sans personnalité juridique.

1.2 Lorsque le contexte le permet ou l'exige, les termes définis indiquant le singulier incluent le pluriel et vice-versa et les mots indiquant le genre masculin, féminin ou neutre incluent tous les genres.

1.3 Sauf si le contexte l'exige autrement, les mots et expressions contenues dans les statuts ont la même signification que dans la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales en vigueur à la date à laquelle les statuts deviennent contraignants.

1.4 L'invalidité ou le caractère inapplicable d'une disposition des statuts n'aura pas d'effet sur la validité ou l'applicabilité de ses dispositions restantes.

Art. 2. Dénomination sociale, Forme juridique, etc.

2.1 Le nom de la société est: Merus Labs Luxco II S.à r.l.

2.2 La société est une société à responsabilité limitée selon la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales et est constituée pour une durée illimitée.

2.3 Le siège social de la société est situé dans la Ville de Luxembourg.

2.4 La société a pour objet de la prise de participations dans toutes sociétés et entreprises sous quelque forme que ce soit, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et la gestion y relatifs et de faire tout ce qui se rapporte à cet objet ou peut y être favorable, le tout au sens le plus large.

L'objet de la société comprend notamment la participation à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. L'objet de la société comprend l'acquisition par souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

La société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'émission publique d'obligations, et peut financer ses filiales et autres sociétés du groupe ainsi que des tiers. Elle peut consentir des garanties et fournir caution pour ses propres obligations ainsi que celles de tiers, y compris par mise en gage ou autrement grever ses actifs.

La Société peut acheter, vendre, échanger, louer, engager et gérer tous brevets, marques déposées ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit qu'elle détient de temps à autre.

La Société peut accorder une licence d'utilisation et/ou le droit d'exploiter tous brevets, marques déposées ou tous autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit qu'elle détient de temps à autre.

La Société peut s'engager dans l'acquisition et la fourniture, et le commerce général, de produits médicaux et de médicaments (y compris leurs dérivés) avec des parties liées et / ou des tiers.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social

Art. 3. Capital social.

3.1 Le capital social de la société est fixé à douze mille cinq cent euros (12,500 EUR), représenté par douze mille cinq cent (12,500) parts ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (1,00 EUR) chacune. La Société peut émettre à l'avenir, par une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, des parts privilégiées obligatoirement remboursables ayant une valeur nominale de un euro (1,00 EUR) chacune (les «PPOR»).

3.2 Aucune part sociale ne sera émise pour moins du montant total de sa valeur nominale et de toute prime payable à la société en contrepartie de son émission.

3.3 La société peut acquérir ses parts sociales propres et les conserver en portefeuille comme des parts auto-détenues. En cas d'acquisition à titre onéreux, toutefois, les parts sociales ne peuvent être acquises que sous réserve et en conformité avec la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales et les termes, conditions et modalités d'acquisition décidés par l'assemblée générale. En ce cas, le conseil de gérance doit établir des comptes intermédiaires et l'Article 11.3 s'applique mutatis mutandis. Les droits attachés aux parts auto-détenues, y compris sans limitation les droits de vote et des droits de recevoir des distributions de quelque nature qu'elles soient, seront suspendus.

3.4 En parallèle à l'Article 3.3, les parts sociales peuvent être rachetées et sont passibles d'être amorties sous réserve et en conformité avec les termes, conditions et modalités de rachat ou amortissement tels que décidés de temps à autre par le conseil de gérance. Lorsque les parts sociales sont rachetées ou amorties en vertu du présent Article 3.4, les parts sociales sont immédiatement traitées comme si elles étaient annulées et, jusqu'à l'annulation effective de tous les droits attachés à ces parts sociales, y compris sans limitation les droits de vote et des droits de recevoir des distributions de quelque nature qu'elles soient, seront suspendus.

3.5 La société doit tenir des comptes de réserve distincts pour les parts ordinaires et les PPOR, y compris notamment, des comptes de réserve légale distincts, des comptes de primes d'émission distincts et des comptes de capitaux propres spéciaux distincts. Les détenteurs de parts de la catégorie concernée auront un droit collectif, exclusif et proportionnel, sur un pied d'égalité, au montant créditeur de leurs comptes distincts tant que des parts de ladite catégorie sont en circulation (sans tenir compte des parts auto-détenues).

3.6 La conversion d'une part sociale d'une certaine catégorie en une part social d'une autre catégorie n'entraînera pas de réduction ou d'augmentation de toute réserve de catégorie distincte, sauf disposition expresse contraire prévue au moment de la conversion et sauf en cas de la conversion de la dernière part sociale d'une catégorie (sans tenir compte des parts auto-détenues).

Art. 4. Parts privilégiées obligatoirement remboursables.

4.1 Les PPOR sont convertibles en PPOR ou parts ordinaires de quelque classe que ce soit.

4.2 Les PPOR donnent un droit à un coupon fixe égal à zéro pour cent (0%) par an.

4.3 La société ou les détenteurs des PPOR peuvent décider d'amortir les PPOR avant la date de l'amortissement obligatoire (amortissement anticipé), en tout temps. Les PPOR doivent être amorties au plus tard le dixième anniversaire de leur date d'émission.

4.4 Le montant à payer pour l'amortissement sera égal à la somme de la valeur nominale des PPOR concernées et une partie proportionnelle des Réserves de PPOR à ce moment-là (le «Montant de l'Amortissement»). Le détenteur de PPOR peut choisir que le Montant de l'Amortissement lui soit payé en nature. En pareil cas, il sera payé en parts ordinaires dans la société.

4.5 Si au moment de l'amortissement les capitaux propres distribuables de la société sont insuffisants pour amortir tous les PPOR en totalité, le versement du Montant de l'Amortissement (ou une partie de celui-ci) pourra différé sans que l'amortissement des PPOR n'en soit affecté. En ce cas, la société doit verser aux détenteurs des PPOR un montant égal aux capitaux propres distribuables et la différence entre le Montant de l'Amortissement et le montant des capitaux propres distribuables doit être payé au fur et à mesure que la société dégagera des bénéfices et des réserves distribuables suffisantes disponibles à cet effet.

4.6 Au sens du présent Article 4, le terme «amortissement» inclut un rachat et le verbe «amortir» inclut racheter.

Art. 5. Transfert et Transmission de parts sociales.

5.1 Les parts sociales sont transférables au moyen d'un acte notarié ou sous seings privés et sont librement transférables entre les associés, étant entendu que les PPOR ne peuvent être transférées qu'après avoir obtenu l'accord écrit de la société. Les parts sociales ne peuvent être transférées à des non-associés sauf accord préalable des associés donné par une résolution qui est adoptée par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En outre, les PPOR ne peuvent être transférées qu'après avoir obtenu l'accord écrit de la société.

5.2 Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés, qu'avec l'approbation des associés représentant les trois quarts des parts sociales détenues par les associés survivants. Aucun consentement ne sera requis pour la transmission des parts sociales aux héritiers légaux ou au conjoint survivant.

5.3 Si les parts sont autrement transmises de plein droit, en ce compris en raison d'une fusion ou scission d'un associé, les droits attachés à ces parts sociales, y compris sans limitation le droit d'assister ou de voter à une assemblée générale et le droit aux distributions, seront suspendus jusqu'à ce que la transmission ait été approuvée par les associés représentant les trois-quarts des autres parts sociales de la société.

5.4 La société doit tenir un registre au sens de l'article 185 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales. Aucun frais ne pourra être facturé pour l'enregistrement d'un instrument de transfert ou tout autre document concernant ou affectant le titre de propriété d'une part sociale. La société peut retenir tout instrument de transfert qui est enregistré.

Pour éviter toute confusion, l'inscription d'une cession de parts sociales dans le registre est paraphée ne varietur par un gérant de la société, et le paraphe peut être soit manuscrit, soit imprimé, soit apposé au moyen d'une griffe, et ni le cédant ni le cessionnaire sont tenus de signer cette inscription.

Art. 6. Gérants.

6.1 Dans la mesure où deux ou plusieurs gérants sont en fonction, ils constitueront un conseil de gérance, lequel est composé d'un ou plusieurs gérants A et un ou plusieurs gérants B. Les gérants B doivent être résidents du Grand-Duché de Luxembourg. Tant des personnes physiques que des entités légales peuvent être gérant de la société.

6.2 Les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Tout gérant peut être suspendu ou révoqué de ses fonctions à tout moment, avec ou sans cause légitime.

6.3 En cas de vacance d'un poste de gérant, les autres gérants ou l'autre gérant seront/sera chargé(s) de l'administration de la société.

6.4 L'assemblée générale détermine la rémunération et les autres émoluments des gérants.

6.5 Le quorum pour une réunion du conseil de gérance peut être fixé au cas par cas par une décision du conseil, mais il ne doit jamais être inférieur à un gérant A et un gérant B et sauf disposition contraire il est d'un gérant A et un gérant B. Si le nombre total de gérants A ou B alors en fonction est inférieur au quorum requis, le conseil de gérance ne doit adopter aucune décision autre qu'une décision de convocation d'une assemblée générale afin de permettre aux associés de nommer des gérants supplémentaires.

6.6 Si la société n'a qu'un seul gérant, Article 6.5 ne s'applique pas, et le gérant peut prendre des décisions sans tenir compte des dispositions des statuts relatives à la prise de décision par le conseil de gérance.

6.7 Les décisions du conseil de gérance peuvent être prises sans qu'une réunion ne soit tenue. Une décision du conseil de gérance est prise conformément au présent Article 6.7 lorsque tous les gérants indiquent les uns aux autres par tout moyen qu'ils partagent une vision commune sur une question. Cette décision peut prendre la forme d'une résolution écrite, dont un exemplaire a été signé par chaque gérant ou sur lequel chaque gérant a de toute autre façon indiqué son accord par écrit.

Art. 7. Représentation et Délégation de gestion journalière.

7.1 Le conseil de gérance (ou, pour éviter toute confusion, si la société n'a qu'un seul gérant, le gérant unique) représente et engage la société à l'égard des tiers.

7.2 Un gérant A agissant conjointement avec un gérant B représentent et engagent également la société.

7.3 La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation et engagement de la société, en ce qui concerne cette gestion, peuvent être déléguées par le conseil de gérance à un ou plusieurs gérants, agissant seuls ou conjointement. Toute délégation est régie par les règles générales du mandat. Le conseil de gérance peut révoquer toute délégation, en tout ou en partie, ou en modifier les modalités et conditions.

Art. 8. Assemblées générales.

8.1 Une assemblée générale (autre qu'une assemblée ajournée) doit être convoquée par notification d'au moins quatorze (14) jours (en excluant le jour de l'assemblée et le jour de l'envoi de la notification).

8.2 Une assemblée générale peut être convoquée à plus brève échéance que celle requise autrement si tous les associés y consentent.

8.3 Une notification à une assemblée générale de la société doit être envoyée à:

- (a) tous les associés de la société; et
- (b) tous les gérants.

8.4 Une notification à une assemblée générale de la société doit contenir:

- (a) l'heure, la date et l'endroit où se tiendra l'assemblée; et
- (b) l'ordre du jour de l'assemblée et le texte des résolutions proposées.

8.5 Les associés peuvent adopter des résolutions par écrit, au lieu de les prendre en assemblée générale, si et tant que le nombre d'associés ne dépasse pas vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé devra recevoir le texte de la résolution, par écrit ou autrement, et exprimera son vote par écrit.

Art. 9. Pouvoir de réserve des associés.

9.1 L'assemblée générale peut enjoindre au conseil de gérance d'entreprendre, ou de s'abstenir d'entreprendre, une action déterminée.

9.2 Aucune résolution ne dispense les gérants de leurs fonctions ni n'exonère les gérants de leur responsabilité et aucune résolution n'annule les actes accomplis par les gérants avant l'adoption de la résolution ni n'affecte le pouvoir de représenter et engager la société à l'égard des tiers sous réserve et en conformité avec l'Article 7.

Art. 10. Exercice social et Réserve légale.

10.1 L'exercice social de la société commence le premier octobre d'une année civile et se termine le trente septembre de l'année civile suivante.

10.2 Chaque exercice social, la société doit affecter un montant égal à cinq pour cent (5%) de ses bénéfices nets à la réserve légale (bien que le montant soit comptabilisé dans des comptes de réserve distincts en fonction des catégories de parts). Cette exigence ne s'applique pas lorsque la réserve légale totale a atteint dix pour cent (10%) du capital social total.

Art. 11. Dividendes et Autres distributions.

11.1 Seul l'assemblée générale peut déclarer un dividende final.

11.2 Un dividende final ne doit pas être déclaré sauf si le conseil de gérance a émis une recommandation quant à son montant. Ce dividende ne doit pas dépasser le montant recommandé par le conseil de gérance.

11.3 Le conseil de gérance peut décider de payer un dividende intérimaire (ou de faire une distribution autre qu'un dividende) à partir des capitaux propres distribuables selon les comptes intermédiaires préparés à cette occasion et au vu des droits des créanciers, à condition que cette décision soit prise dans les deux mois suivant la date des comptes intermédiaires.

11.4 Sauf si la résolution des associés de déclarer un dividende final ou la décision du conseil de gérance de payer un dividende intérimaire (ou de faire une distribution autre qu'un dividende) ne spécifie une date ultérieure, le dividende doit être versé par référence aux parts sociales détenues par chaque associé à la date de la résolution ou de la décision de le déclarer ou de le verser.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice social de la Société débutera à la date de sa constitution et se terminera le 30 septembre 2015.

Souscription

Les Statuts ainsi établis, la partie comparante déclare souscrire à l'entière du capital social de la Société comme suit:

Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1,00 EUR) chacune, numérotées de 1 à 12.500, sont émises au pair et souscrites par le Fondateur et ont été libérées par un paiement en numéraire accepté par la société. Le paiement a été autorisé en n'importe quelle devise et le montant de douze mille cinq cents euros (12.500,00 EUR) est à la disposition de la société.

Résolutions de l'associé unique:

Le Fondateur, agissant en tant qu'associé unique de la société, prend par les présentes les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont les premiers gérants de la société:
 - Andrew Philip Patient, né à Winnipeg (Canada) le six février mille neuf cent soixante-dix, avec adresse professionnelle au 2012 Schoolmaster Circle, Oakville, Ontario L6M 3A1, Canada, comme gérant A pour un temps sans limitation de durée;
 - Dr. Ulrich Franz Schöberl, né à Kösching (Allemagne) le huit octobre mille neuf cent soixante-quatre, avec adresse professionnelle au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, comme gérant A de la société pour un temps sans limitation de durée;
 - Christophe Schockmel, né à Virton (Belgique) le quatorze décembre 1982, avec adresse professionnelle au 208, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg, comme gérant B de la société pour un temps sans limitation de durée;
 - Sam Geisen, né à Luxembourg (Luxembourg) le dix juillet 1983, avec adresse professionnelle au 208, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg, comme gérant B de la société pour un temps sans limitation de durée; et

- Sébastien Jérôme Pauchot, né à Paris (France) le premier mars mille neuf cent soixante-seize, avec adresse professionnelle au 208, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg, comme gérant B de la société pour un temps sans limitation de durée.

3. La personne suivante est déléguée à la gestion journalière de la société:

- Dr. Ulrich Franz Schöberl, précité, avec le pouvoir d'engager seul la société dans le cadre de sa délégation.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. La comparante, agissant comme indiqué ci-avant, a déclaré qu'en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera seule foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte faite à la comparante, celle-ci a déclaré qu'elle comprend la portée et les conséquences et a ensuite signé la présente minute avec moi, notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15365. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014204545/481.

(140229379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Fléikescht S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 158.424.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire sous seing privé du 18/12/2014

L'an deux mille quatorze, le 18 décembre

Ont comparu:

1) Madame Sylvie THEISEN, née à Luxembourg, le 22 juin 1958, demeurant à L-2335 Luxembourg, rue NS Pierret 45, détenant 250 parts sociales dans la société FLEIKESCHT Sàrl,

2) Madame Eliane IRTHUM, née à Pétange, Luxembourg, le 16 juin 1961 demeurant à L-7237 Helmsange, rue J. Mercatoris 86, détenant 250 parts sociales FLEIKESCHT

3) La société BEZONIAN LIMITED, gouvernée par les lois des Iles Mashall, ayant son siège social à Ajeltake Road, Ajelkatke Island, Majuro (Marshall Islands MH96960), détenant 750 parts sociales FLEIKESCHT

Déclarent céder et transporter sous les garanties de droit, à

4) Monsieur Alain Vasseur, né à Dudelange, Luxembourg le 24/04/1958, demeurant à L-8277 Holzem, 3 rue de Mamer Leurs parts sociales détenues dans la société FLEIKESCHT Sàrl

Ces parts sociales ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte exclusivement des statuts.

Le cessionnaire est propriétaire à compter de ce jour des parts cédées et il aura droit aux revenus et bénéfices dont elles seront productives à partir de cette date.

Il sera subrogé dans tous ses droits et obligations attachés aux parts cédées.

Il n'a été livré au cessionnaire, prèdit, aucun titre ni certificat des parts cédées.

Il est observé que la présente cession de 1.250 parts sociales est faite du consentement exprès des associés de la société FLEIKESCHT s.à.r.l.

Par la suite de la prédite cession, la répartition des parts sociales s'établit comme suit:

1) Madame Sylvie THEISEN, prédite, 0 parts sociales	00 parts
2) Madame Eliane IRTHUM, prédite, 0 parts sociales	00 parts
3) La société BEZONIAN LIMITED, prédite, 0 parts sociales	00 parts
4) Monsieur Alain Vasseur, prèdit, 1.250 parts sociales	<u>1.250 parts</u>
Total: cent parts sociales	1.250 parts

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée, date qu'en tête.

Référence de publication: 2014204190/33.

(140227517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

AMP Capital Investors (CLH No. 1) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.774.

—
EXTRAIT

En date du 17 décembre 2014, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Alan Botfield, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat;
- Madame Virginia Strelen, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est élue nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014203855/14.

(140227787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

BI-Invest Master Fund, SICAV SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 144.313.

—
In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth of December.

Before Maître Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of BI-Invest Master Fund, SICAV SIF, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 144.313 (the Company), incorporated on 5 December 2008 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, a notary resident in Luxembourg City, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 344 on 17 February 2009.

The Company's articles of association (the Articles) have since been amended on 19 January 2009 pursuant to a deed drawn up by Maître Martine Schaeffer, a notary resident in Luxembourg City, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 389 on 21 February 2009.

The Meeting is chaired by M. Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in Luxembourg, as designated by BI-Invest S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 144.122 (the Managing General Partner).

The chairman appointed as secretary, Mrs Marilyn KRECKE, private employee, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, M. Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in Luxembourg.

The chairman, the secretary and the scrutineer form together the board of the meeting (the Bureau).

The Bureau having thus been constituted, the chairman declares that:

I. the shareholders present or represented (collectively referred to as the Shareholders) and the number of their shares are shown on an attendance list.

The proxies, if any, signed *ne varietur* by the proxyholder(s), the members of the Bureau and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes;

II. it appears from the said attendance list that the entire share capital of the Company is represented at the Meeting, so that, pursuant to article 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, the Meeting can validly decide on all the items of the agenda. Resolutions, in order to be validly adopted, must be carried by two-thirds of the votes cast;

III. the Shareholders hereby acknowledge to be fully aware of the agenda of the Meeting, which has been communicated to them in advance, and consequently waive the convening notices;

IV. the Meeting is thus regularly constituted and may deliberate and decide on the items on its agenda;

V. the agenda of the Meeting is the following:

1. Full restatement of the Articles;
2. Miscellaneous.

Sole resolution

The Shareholders, including the Managing General Partner, resolve to amend and fully restate the articles which shall henceforth read as follows:

I. Definitions - Form - Name - Registered office - Duration - Purpose

A Shares	means the redeemable participating Class A Shares of each Series;
Administrative Agent	the Person appointed by the General Partner, in with Luxembourg laws and regulations, to act as ad agent of the Fund from time to time;
Affiliate	an entity or Person directly or indirectly controlling or controlled by or under common control with the relevant party. The term “control” (and any cognate expression) means, in respect of an entity, the right to: (a) exercise the majority of the voting rights of investors of that entity; or (b) appoint the majority of the members of the management company of the entity; or (c) determine the policy and strategy of that entity;
Articles of Association	these articles of association of the Fund, as amended from time to time;
Available Funds	in respect of the redemption of Class R Shares and/or Class S Shares, the current Net Asset Value to the extent of Net Proceeds, after deduction of any accrued Management Fees, Incentive Fees, allocated expenses and other obligations;
B Shares	means the redeemable participating Class B Shares of each Series;
Base Currency	means the Euro (EUR);
BI Invest	BI-Invest Holdings S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme), and/or any of its Affiliates;
Business Day	any day on which commercial banks in Luxembourg are open for normal business other than a Saturday, Sunday or public holiday; or such other day as the Managing General Partner may from time to time determine;
Class	means a class of Shares in the capital of the Fund;
Class A Redemption Date	with respect to Class A Shares, the first Business Day following the first 30 June or 31 December occurring on or immediately after the end of the Minimum Holding Period pertaining to the relevant A Shares, and thereafter, the first Business Day following 30 June or 31 December of each year and any such other days as the Managing General Partner, in its sole discretion, so designates for purposes of the redemption of A Shares or for purposes of an R Conversion or any compulsory redemption of A Shares in accordance with the terms of these Articles of Association and the Confidential Memorandum;
Class B Redemption Date	with respect to Class B Shares, the first Business Day following the first 30 June or 31 December occurring on or immediately after the end of the Minimum Holding Period pertaining to the relevant B Shares, and thereafter, the first Business Day following 30 June or 31 December of each year and any such other days as the Managing General Partner, in its sole discretion, so designates for purposes of the redemption of B Shares or for purposes of an S Conversion or any compulsory redemption of B Shares in accordance with the terms of these Articles of Association and the Confidential Memorandum;
Class R Redemption Date	the 30 th day following the end of each fiscal quarter of the Fund, and such more frequent payment dates (not more often than monthly) established from time to time by the Managing General Partner;
Class S Redemption Date	the 30 th day following the end of each fiscal quarter of the Fund, and such more frequent payment dates (not more often than monthly) established from time to time by the Managing General Partner;
Confidential Memorandum	the issuing document in respect of the Fund, as may be amended or supplemented from time to time;
CSSF	the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg supervisory authority for the financial sector or any successor authority from time to time;
Custodian	such credit institution within the meaning of the Luxembourg law dated April 5, 1993 relating to the financial sector, as amended, that may be appointed as custodian of the Fund, in accordance with Luxembourg laws and regulations and Article 24 of these Articles of Association;
Custodian Agreement	the custodian agreement entered into by the Fund and by the Custodian, dated on or about the date of these Articles of Association;

Distributions	all distributions made to Shareholders, in the sole discretion of the Managing General Partner, after satisfaction of all expenses and liabilities of the Fund in accordance with Article 31 of these Articles of Association;
Fiscal Year	each fiscal year of the Fund as described in Article 30 of these Articles of Association;
Fund	BI-Invest Master Fund, SICAV SIF, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisée);
Fund Documents	each of: (a) these Articles of Association; (b) the Private Placement Memorandum; (c) each Subscription Form;
General Meeting	a general meeting of Shareholders convened in accordance with the provisions of these Articles of Association;
Hurdle Amount	the "Hurdle Amount" will be calculated for each series of Shares by multiplying the initial Net Asset Value of such series of Shares by the Hurdle Rate, compounded annually and adding such amount to the initial Net Asset Value of such series of Shares;
Hurdle Rate	6.0%, in cases where the Incentive Fee is calculated for less than a full fiscal year, the Hurdle Rate will be adjusted for such partial period;
IFRS	International Financial Reporting Standards;
Illiquid Investment Portion	the portion of Investments which the Managing General Partner, in its sole discretion, determines to be illiquid and designates as such from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association;
Incentive Fee	the fee, determined with respect to each Series of A Shares, B Shares, R Shares and S Shares, payable quarterly in arrears to the Managing General Partner, and equal to (i) in the case of A Shares, 20% of the increase in the NAV of the relevant Series of A Shares attributable to Incentive Fee Investments above the Prior High NAV of such Series, provided the Net Asset Value of each such series is in excess of the Hurdle Amount; (ii) in the case of B Shares, 0% of the increase in the NAV of the relevant Series of B Shares attributable to Incentive Fee Investments above the Prior High NAV of such Series, provided the Net Asset Value of each such series is in excess of the Hurdle Amount; (iii) in the case of Class R Shares, 20% of the net realised appreciation in the NAV of the relevant Series of R Shares attributable to Incentive Fee Investments provided the Net Asset Value of each such series is in excess of the Hurdle Amount, and (iv) in the case of Class S Shares, 0% of the net realised appreciation in the NAV of the relevant Series of S Shares attributable to Incentive Fee Investments, provided the Net Asset Value of each such series is in excess of the Hurdle Amount; and further determined in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Confidential Memorandum; notwithstanding the foregoing, the Incentive Fee with respect to a series of Shares shall be the lesser of (i) the Incentive Fee amount calculated above and (ii) the difference between the Net Asset Value of such series of Shares (prior to deduction for accrued Incentive Fee) and the Hurdle Amount with respect to such series of Shares;
Incentive Fee Investment	all Investments except those for which BI-Invest receives incentive compensation including, without limitation, incentive fees, incentive allocations, carried interest, or the like, other than the Incentive Fee paid hereunder;
Initial Issue Price	the price at which the Management Share, A Shares and B Shares are to be issued on the Initial Subscription Dates, as determined by the Managing General Partner and being - EUR 1,000 per Management Share; EUR 1,000 per Class A Share; EUR 1,000 per Class B Share;
Initial Series	the first series of Shares issued in each Class of Shares;
Initial Shares	Shares of each Class issued on the first Subscription Date as it pertains to such Class of Shares to the extent that no Shares of the relevant Class were subscribed on the Initial Subscription Date;
Initial Subscription Dates	5 December 2008 and any other dates on which the Managing General Partner accepts applications to subscribe for Initial Shares at the Initial Issue Price of each Class in accordance with these Articles of Association;

Investment	any investment of the Fund or its subsidiaries as applicable;
Investment Fund Service Agreement	the investment fund service agreement entered into by the Fund and by the Administrative Agent, dated on or about the date of these Articles of Association;
Investor	any Person prior to its registration as the owner of a Share in the register of Shareholders of the Fund;
Issue Price	the price at which Shares are to be issued, as determined by the Managing General Partner, in respect of A Shares on the basis of the most recent NAV per Share available or at the Initial Issue Price (as the case may be), in respect of B Shares on the basis of the most recent NAV per Share available or at the Initial Issue Price (as the case may be), in respect of R Shares on the basis of the R Issue Price and in respect of S Shares on the basis of the S Issue Price, in each case in relation to the issuance of Shares on each Subscription Date and/or any date on which Shares are converted in accordance with the terms of these Articles of Association, or on the Initial Subscription Date (as the case may be);
Issue Price per Share	the amount (denominated in Euro) contributed to the Fund by way of subscription for one Share of the relevant Class in accordance with these Articles of Association;
Liquid Redemption Percentage	the percentage of Redemption Proceeds to be paid to a redeeming Shareholder in cash, being the product, determined with respect to the relevant Redemption Date by the Managing General Partner in its discretion, equal to (i) the cash and cash equivalents of the Fund and (ii) any other liquid assets of the Fund (determined in the discretion of the Managing General Partner) divided by the aggregate NAV of all outstanding A Shares and/or B Shares;
Management Fee	the management fee payable by the Fund to the Managing General Partner on Management Fee Investments on a quarterly basis in advance and on each redemption of relevant Shares, calculated on a Class-by-Class basis in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Confidential Memorandum;
Management Fee Investments	all investments except those for which BI Invest receives management fee compensation, other than the Management Fee paid hereunder;
Management Share	the 1 non-participating voting management share subscribed by the Managing General Partner upon the establishment of the Fund;
Managing General Partner	BI-Invest S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 51, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 144.122 or any other Person subsequently appointed as managing general partner of the Fund in accordance with Article 21 of these Articles of Association;
Minimum Holding Period	in relation to A Shares and B Shares, a period of 36 calendar months commencing on the date of subscription of the A Shares and/or B Shares;
NAV	the net asset value of the Fund or of a Class or Series of Shares in the Fund (as the context requires) from time to time, determined in accordance with Article 15 of these Articles of Association;
NAV per Share	on any date, the net asset value of each Share of each Class calculated by dividing the NAV of the relevant Class and Series as at the relevant date by the number of Shares of the relevant Class and Series in issue on that date;
Net Proceeds	in relation to any asset which forms part of the Illiquid Investment Portion with respect to any series of R Shares and/or S Shares the Proceeds received upon the sale of such asset or any portion thereof or the receipt of other payments (such as dividends, principal and interest) relating thereto;
Original Series	the Series of A Shares from which the R Shares were originally redeemed in order to trigger an R Conversion and the Series of B Shares from which the S Shares were originally redeemed in order to trigger an S Conversion;
Person	any corporation, company, trust, Fund, estate, unincorporated association or other legal entity, including an individual;
Prior High NAV	the NAV of a series of Class A Shares, Class B Shares, Class R Shares or Class S Shares attributable to Incentive Fee Investments immediately after the determination of an Incentive Fee with respect to such series (or if no Incentive Fee has yet been determined with respect to such series, the NAV of the series immediately following its initial offering), and in the case of a series of Class R Shares and Class S Shares, adjusted for Class R Redemption Dates and Class S Redemption Dates;

Proceeds	in relation to any asset, the proceeds of the disposal or refinancing of that asset net of all costs and expenses incurred in connection with the disposal or refinancing, or the process of disposal or refinancing, of that asset;
Proper Instructions	written instructions delivered to the Administrative Agent, the Custodian or the Registrar and Transfer Agent by means of a letter or facsimile by the Managing General Partner or any Person duly authorised to give such instructions pursuant to the Investment Fund Service Agreement, the Custodian Agreement or the Registrar and Transfer Agent Agreement, respectively;
R Conversion	the conversion of A Shares into R Shares as specified in Article 13.1;
R Conversion Percentage	the difference between one hundred per cent and the Liquid Redemption Percentage, being the percentage of a redeeming Shareholder's Shares which will be the subject of an R Conversion (and which will be equal to the Illiquid Investment Portion);
R Redemption Date	the thirtieth (30 th) day following the last day of each calendar quarter and any other day so designated in the discretion of the Managing General Partner for purposes of the redemption of R Shares;
R Investments	any Investment allocated to the R Shares or designated as such by the General Partner from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association;
R Issue Price	the price at which R Shares are to be issued, as determined by the Managing General Partner and which will generally be equal to the NAV per Share of the relevant Original Series (of A Shares) on the relevant date;
R Shares	means the non-redeemable participating Class R Shares;
Redemption Request	a written request by a Shareholder given to the Managing General Partner to have the Fund redeem some or all of that Shareholder's A Shares as of a Class A Redemption Date and/or some or all of that Shareholder's B Shares as of a Class B Redemption Date in accordance with the terms of these Articles of Association and the terms of the Confidential Memorandum;
Redemption Proceeds	the Net Proceeds (after deduction of all relevant fees and charges) of a redemption of Shares pursuant to these Articles of Association and the Confidential Memorandum;
Register	the register established and maintained by the Registrar and Transfer Agent recording the ownership of the Shares from time to time;
Registrar and Transfer Agent	the Person appointed by the Managing General Partner as registrar and transfer agent of the Fund from time to time;
Registrar and Transfer Agent Agreement	the registrar and transfer agent agreement entered into by the Fund and by the Registrar and Transfer Agent, dated on or about the date of these Articles of Association;
S Conversion	the conversion of B Shares into S Shares as specified in Article 13.1;
S Conversion Percentage	the difference between one hundred per cent and the Liquid Redemption Percentage, being the percentage of a redeeming Shareholder's Shares which will be the subject of an S Conversion (and which will be equal to the Illiquid Investment Portion);
S Investments	any Investment allocated to the S Shares or designated as such by the General Partner from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association;
S Issue Price	the price at which S Shares are to be issued, as determined by the Managing General Partner and which will generally be equal to the NAV per Share of the relevant Original Series (of B Shares) on the relevant date;
S Redemption Date	the thirtieth (30 th) day following the last day of each calendar quarter and any other day so designated in the discretion of the Managing General Partner for purposes of the redemption of S Shares;
S Shares	means the non-redeemable participating Class S Shares;
Series	a distinct series of Shares of a Class issued in respect of a specific period, though the Shares of each Series of each Class will have the same characteristics as the Shares of each other Series of that Class, differing only in respect of their date of issue, Issue Price and the date on which they may be redeemed (in respect of A Shares and B Shares);
Series Roll-Up Period	the period ending on the last day of each calendar quarter and commencing on the first day of the next calendar quarter, save for purposes of the first calendar quarter, for which purposes the period will commence on the first Subscription Day;

Service Providers	the Custodian, the Administrative Agent, the Registrar and Transfer Agent and any other agents as may be appointed from time to time by the Managing General Partner;
Share	a share without par value in the share capital of the Fund which may be issued pursuant to these Articles of Association at any time at the Issue Price and excluding the Management Share (if the context so requires);
Shareholder	any Person registered on the Register, at the relevant time, as the owner of a Share issued by the Fund;
SIF Law	the Luxembourg law dated February 13, 2007, relating to specialised investment funds;
Subscription Agreement	each subscription agreement entered into by the Fund and an Investor and setting out the date of subscription of the A Shares and/or B Shares and the Issue Price paid, or any such agreement which has been entered into or novated as a consequence of the transfer of Shares as contemplated by Article 15 of these Articles of Association, in which case the details pertaining to the price paid will be replaced with the number of Shares transferred to the Transferee;
Subscription Day or Subscription Date	each day upon which the Managing General Partner (in its discretion) accepts applications to subscribe for Shares in accordance with these Articles of Association and which includes the Initial Subscription Date, the first Business Day of each calendar month and any other day so designated in the discretion of the Managing General Partner for purposes of the subscription of Shares of any Class and, without limitation to the generality of the foregoing, any Subscription Day so designated for the sole purpose of the conversion of Shares as contemplated in Article 13 of these Articles of Association;
Trading Profit	in relation to any period, the trading profit attributable to each Series of each relevant Class of Shares and which includes any profit earned on any Investments of the Fund minus Prior High NAV attributable to the relevant Series of the relevant Class of Shares and any distributions made to the holders of such Shares during that period, as detailed in Article 12 of these Articles of Association;
Transfer	a transfer of Shares as specified in Article 15 of these Articles of Association;
Transferee	the Person to whom Shares are transferred in accordance with the provisions of these Articles of Association;
Transferor	a Shareholder transferring his Shares in accordance with the provisions of these Articles of Association;
US Person	a citizen or resident of the United States, a corporation, partnership or other entity created or organised in or under the law of the United States or any person falling within the definition of the term "US person" under Regulation S promulgated under the Securities Act of 1933 of the United States, as amended;
Valuation Day	the last Business Day of each calendar month and any other date as the Managing General Partner may in its sole discretion determine for purposes of calculating the NAV;
Well Informed Investor	a Person who is a "well-informed investor" within the meaning of article 2 of the SIF Law; being an institutional investor, a professional investor or any other investor who: <ul style="list-style-type: none"> (a) has confirmed in writing that he adheres to the status of "well-informed investor"; and (b) (i) invests a minimum of €125,000 (or its equivalent in any other currency) in the Fund; or (ii) has obtained an assessment made by: <ul style="list-style-type: none"> A. a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC; B. an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC; or C. a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

Art. 1. Form and Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of Shares hereafter issued, an investment company with variable capital ("société d'investissement à capital variable") in the form of a partnership limited by shares organised as a specialised investment fund under the name of "BI-Invest Master Fund, SICAV SIF" (hereinafter the Fund), which is governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, by the SIF Law, as well as by the present Articles of Association.

Art. 2. Registered Office.

2.1. The registered office of the Fund is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the Managing General Partner. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Managing General Partner.

2.2. In the event that the Managing General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent which would or could interfere with the normal activities of the Fund at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration.

3.1. The Fund is established for an unlimited period of time.

3.2. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, adopted in the manner required for the amendment of these Articles of Association.

Art. 4. Purpose.

4.1. The exclusive purpose of the Fund is to directly or indirectly invest the funds available to it into Investments in order to achieve superior risk-adjusted returns.

4.2. The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the SIF Law or any legislative replacements or amendments thereof.

II. Capital - Shares - Net asset value**Art. 5. Share Capital and Series.**

5.1. The capital of the Fund shall at any time be equal to its total net assets as defined in Article 16 hereof and shall be represented by fully paid-up Shares of no par value.

5.2. The initial capital of the Fund was at incorporation set at thirty one thousand euro (EUR 31,000) divided into the following classes of Shares:

- (i) one (1) Management Share;
- (ii) thirty (30) A Shares.

5.3. The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred and fifty thousand euro (€1,250,000.-) or its equivalent in a recognised foreign currency. The Fund shall be required to establish this level of minimum capital within twelve months after the date on which the Fund has been registered as an undertaking for collective investment on the official list of undertakings for collective investment under the SIF Law.

5.4. The Managing General Partner is authorised without any limitation to issue an unlimited number of additional fully paid up Shares at any time in accordance with Article 8 hereof at the Issue Price determined by the Managing General Partner in accordance with the provisions of these Articles of Association.

5.5. Unless otherwise provided for in these Articles of Association, Shares have no preferential or pre-emption rights and are subject to any transfer and redemption restrictions as provided for in Article 14 and Article 15 of these Articles of Association.

5.6. The Managing General Partner may, in its discretion, impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued. The Fund may offer different Series of Shares of each Class and which carry the same rights and obligations as other Series of the same Class of Shares. Each Series corresponds to a specific period.

5.7. On the allotment of any Share, the Managing General Partner or its authorised agent shall:

- (i) designate the Class of Shares to which the Share shall belong;
 - (ii) designate the Series of Shares to which such Share shall belong in accordance with the provisions of Article 5.8;
- and
- (iii) on the first issue of A Shares and/or B Shares of each Class, designate the Series of that class as the Initial Series.

5.8. A new Series of A Shares and/or B Shares shall be issued as of each Subscription Day. At the end of each Series Roll-Up Period the issued and outstanding Shares of each Series (other than the Initial Series of each Class) shall be redeemed by the Fund and the Redemption Proceeds shall be applied by the Fund towards the issue of Initial Series Shares of the same Class provided that no such redemption and issue of Shares shall occur if at the end of such period either:

- (i) the NAV of such Series is below its Prior High NAV; or
- (ii) the NAV of the corresponding Initial Series is below its Prior High NAV.

Art. 6. Eligible Shareholders.

6.1. Issuance and Transfer of the Shares of the Fund are restricted to Well-Informed Investors, within the meaning of article 2 of the SIF Law who are also either not US Persons or tax-exempt US Persons who are “accredited investors”,

or “qualified purchasers” and (in each case) who are able to adequately assess the risk associated with their investment and who confirm in writing, or whose nominee(s) certify in writing, that they adhere to the status of Well-Informed Investor. The conditions pertaining to the Well-Informed Investor status are not applicable to the members of the Managing General Partner and other persons who intervene in the management of the Fund.

6.2. If any Well-Informed Investor is an insurance undertaking, that undertaking must subscribe for Shares in its own name and remain the sole legal owner of the Shares, without any possibility of transfer to its policy holders.

Art. 7. Form of Shares.

7.1. Fractional Shares may be issued and the rights attaching to fractional Shares shall be proportionate to the fraction, save as otherwise provided in these Articles of Association.

7.2. All issued Shares of the Fund shall be registered in the Register, which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such Register shall contain the name of each legal owner, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number, Class and Series of Shares held by him, the Issue Price per Share and the date of issue of such Shares.

7.3. All Shareholders shall provide the Managing General Partner with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register.

7.4. In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to this effect addressed to the Managing General Partner or the Fund at its registered office, or to such other address as may be set by the Fund from time to time.

7.5. The Fund recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares is disputed, all Persons claiming a right to such Shares have to appoint one single attorney to represent such Shares towards the Fund. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Shares.

7.6. Share certificates or confirmations of ownership will be jointly signed by the Managing General Partner and the Custodian. Share certificates or confirmations of ownership will be delivered by the Managing General Partner upon special request from the relevant Shareholder provided that payment therefore has been received by the Custodian from that Shareholder and such Shareholders’ details and the details pertaining to the issuance of Shares have been recorded in the Register in accordance with these Articles of Association.

Art. 8. Subscription and Ownership of Shares.

8.1. Well-Informed Investors wishing to subscribe for Shares in the Fund must execute a Subscription Agreement which, upon acceptance, will be signed by the Managing General Partner.

8.2. The minimum initial investment of each Shareholder will be EUR 10,000,000. Thereafter, the minimum subscription amount for additional Class A Shares and Class B Shares is EUR 100,000. The Managing General Partner may accept subscriptions for lesser amounts at its discretion, but has no discretion to accept an initial subscription of less than EUR 125,000 from any Shareholder.

8.3. Investors and existing Shareholders may subscribe for Class A Shares and Class B Shares in the Fund. The Management Share is only available for subscription by the Managing General Partner and will be issued to the Managing General Partner on the Initial Subscription Date.

8.4. Shares of the relevant Series of each Class of A Shares and Class B Shares will be issued at the Initial Issue Price on the Initial Subscription Date and shall thereafter be issued at an Issue Price equal to the last available Net Asset Value per Share of the relevant Class of Shares on each Subscription Day. R Shares will be issued, from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association, at the R Issue Price. S Shares will be issued, from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association, at the S Issue Price.

8.5. Existing Shareholders may make additional investments in the Fund on each Subscription Day provided that each such additional investment shall be made in increments of EUR 10,000 and for an Issue Price of at least EUR 100,000 subject to the discretion of the Managing General Partner to accept additional investments of lesser amounts.

8.6. The Issue Price payable by each Shareholder who subscribes for Shares must be fully paid in cash or may, in the discretion of the Managing General Partner, be paid in kind.

8.7. The Managing General Partner has the right, in its absolute discretion, to accept or reject any application to subscribe for Shares and may further restrict or prevent the ownership of Shares by specific categories of Persons. The Managing General Partner may require any subscriber to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not such Person is eligible to subscribe for Shares.

8.8. On the basis of the information received by, and with the assistance of, the Managing General Partner, the Registrar and Transfer Agent must be able to verify that prospective Shareholders in the Fund comply with the status of Well-Informed Investor.

8.9. Subject to the Managing General Partner's acceptance, Shares of the Fund will be issued upon receipt of the Issue Price paid by a Shareholder.

8.10. The Managing General Partner may temporarily suspend the subscription of Shares upon the occurrence of any of the events set forth under Article 16.3 of these Articles of Association and in the Confidential Memorandum.

Art. 9. Issue Price per Share.

9.1. The Issue Price per Share and the Issue Price per Management Share at the Initial Subscription Date is EUR 1,000 per Class A Share, EUR 1,000 per Class B Share and EUR 1,000 per Management Share.

9.2. On any given Subscription Day (save for the Initial Subscription Date), the Issue Price per Share will be determined by the Managing General Partner on the basis of the most recent NAV per Share (of the relevant Class). R Shares will be issued, from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association, at the R Issue Price. S Shares will be issued, from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association, at the S Issue Price.

Art. 10. Shareholders.

10.1. Each Shareholder will be treated as Shareholder from date of issue of its Shares.

10.2. Each Shareholder will participate in the Investments allocable to its Shares, and fees and expenses incurred thereon, as from the date on which the Shares were issued to the Shareholder.

10.3. Each Shareholder will share in all income, profit, loss and fees of the Fund allocable to the Shares it owns.

Art. 11. Management Fee.

11.1. The Managing General Partner shall be entitled to a Management Fee, payable quarterly in advance, based upon all of the issued and outstanding Shares of a Shareholder as of the first day of each calendar quarter and on each redemption of Shares.

11.2. The Management Fee shall be calculated in accordance with the provisions of the Confidential Memorandum.

11.3. Management Fees applying to periods which are not full calendar months shall be pro-rated.

11.4. Notwithstanding anything to the contrary contained in these Articles of Association, management or similar fees will not be double-charged and the extent of the Management Fee payable by each Shareholder shall be limited to the difference between the management or similar fee that would have due and such portion of such fee as has already been paid to BI-Invest.

Art. 12. Trading Profit and Incentive Fee.

12.1. Trading Profit includes any profit earned on any Incentive Fee Investment of the Fund and equals the net realized and unrealized gains and losses generated on Incentive Fee Investments, less commissions, transaction fees and other costs relating to the Incentive Fee Investments of the Fund during the relevant calendar year, less the Management Fee accrued for such period, plus any interest income earned on cash during the relevant period but is not decreased by the amount of any Incentive Fee payable to the Managing General Partner.

12.2. The Managing General Partner shall be entitled to, and shall receive, an Incentive Fee, calculated and accrued as of the last day of each calendar quarter and on each redemption of Shares and payable annually in arrears, equal to:

12.3. in the case of A Shares, 20% of the increase in the NAV of each Series of A Shares attributable to Incentive Fee Investments (appropriately adjusted for redemptions and exchanges into Class R Shares) above the Prior High NAV of such Series, provided the NAV of each such Series is in excess of the Hurdle Amount;

12.4. in the case of B Shares, 0% of the increase in the NAV of each Series of B Shares attributable to Incentive Fee Investments (appropriately adjusted for redemptions and exchanges into Class S Shares) above the Prior High NAV of such Series, provided the NAV of each such Series is in excess of the Hurdle Amount;

12.5. in the case of Class R Shares, 20% of the net realised appreciation in the NAV of each Series of Class R Shares attributable to Incentive Fee Investments, provided the NAV of each such Series is in excess of the Hurdle Amount, and

12.6. in the case of Class S Shares, 0% of the net realised appreciation in the NAV of each Series of Class S Shares attributable to Incentive Fee Investments, provided the NAV of each such Series is in excess of the Hurdle Amount.

12.7. If a Shareholder owns R Shares, but no longer owns A Shares, the Incentive Fee, if any, in respect of such R Shares, will be paid (together with the Management Fee and interest accrued thereon at LIBOR plus 2%), upon each realisation or deemed realisation of an R Investment. If a Shareholder owns S Shares, but no longer owns B Shares, the Incentive Fee, if any, in respect of such S Shares, will be paid (together with the Management Fee and interest accrued thereon at LIBOR plus 2%), upon each realisation or deemed realisation of an S Investment.

12.8. If A Shares, B Shares, R Shares or S Shares are redeemed at any time other than at the end of the Fiscal Year, any Incentive Fee that has been accrued in respect of the redeemed Shares will be paid to the Managing General Partner.

12.9. Incentive Fees will be charged on a Series-by-Series and Class-by-Class basis.

12.10. Incentive Fees earned do not reduce the cumulative Trading Profit in subsequent periods and are not, once accrued, subject to being refunded by the Managing General Partner, irrespective of subsequent losses.

12.11. If any redemption occurs as of any date which does not correspond to the last day of a calendar quarter, the Incentive Fee will be charged against the assets of the redeemed Shares as if such redemption occurred as of the end of such a period and the Incentive Fees will be paid to the Managing General Partner at the end of the relevant calendar quarter.

Art. 13. Share conversions.

13.1. At the sole discretion of the Managing General Partner, on each redemption of A Shares (whether by virtue of the receipt of a redemption request or by means of a compulsory redemption) and in accordance with the provisions of the Confidential Memorandum, such number of A Shares as are necessary in order to meet the R Conversion Percentage may be compulsorily redeemed by the Fund without prior notice (proportionally to all redeeming Shareholder's A Shares) and the Redemption Proceeds applied to purchase Class R Shares (as the case may be, and corresponding to the relevant A Shares) to an equivalent value and number as the A Shares in respect of which Redemption Proceeds are not paid in cash. At the sole discretion of the Managing General Partner, on each redemption of B Shares (whether by virtue of the receipt of a redemption request or by means of a compulsory redemption) and in accordance with the provisions of the Confidential Memorandum, such number of B Shares as are necessary in order to meet the S Conversion Percentage may be compulsorily redeemed by the Fund without prior notice (proportionally to all redeeming Shareholder's B Shares) and the Redemption Proceeds applied to purchase Class S Shares (as the case may be, and corresponding to the relevant B Shares) to an equivalent value and number as the B Shares in respect of which Redemption Proceeds are not paid in cash.

13.2. Shares which are the subject of a conversion as envisaged in this Article 13 will be cancelled immediately upon redemption and the corresponding Shares of the other Class will be issued to the relevant Shareholder at the same time.

Art. 14. Redemption of Shares.

14.1. If a Shareholder wishes to have some or all of its A Shares redeemed on a Class A Redemption Date, it will provide the Managing General Partner with a Redemption Request as required in terms of the Confidential Memorandum and these Articles of Association. If a Shareholder wishes to have some or all of its B Shares redeemed on a Class B Redemption Date, it will provide the Managing General Partner with a Redemption Request as required in terms of the Confidential Memorandum and these Articles of Association.

14.2. No less than 90 calendar days prior to the relevant Class A Redemption Date, a Shareholder may give notice to the Managing General Partner that it requires some or all of its A Shares to be redeemed. No less than 90 calendar days prior to the relevant Class B Redemption Date, a Shareholder may give notice to the Managing General Partner that it requires some or all of its B Shares to be redeemed.

14.3. Subject to the receipt of a qualifying Redemption Request, the relevant Minimum Holding Period and any further provisions of these Articles of Association, including the suspension of the calculation of NAV, the Managing General Partner will be required to redeem the Shares which are the subject of the Redemption Request.

14.4. Subject to the terms of these Articles of Association, a Redemption Request will be effective:

(a.) With respect to Class A Shares, on the Class A Redemption Date specified in the Redemption Request or, if such specified date is not a Class A Redemption Date or does not fall at least 90 calendar days after receipt by the Fund of the Redemption Request, on the first Class A Redemption Date falling at least 90 days after receipt of a qualifying Redemption Request. With respect to Class B Shares, on the Class B Redemption Date specified in the Redemption Request or, if such specified date is not a Class B Redemption Date or does not fall at least 90 calendar days after receipt by the Fund of the Redemption Request, on the first Class B Redemption Date falling at least 90 days after receipt of a qualifying Redemption Request;

(b.) subject to the Minimum Holding Period;

(c.) if the Redemption Proceeds equal at least EUR 100,000 or the entire interest of the Shareholder in the Fund and would not result in the aggregate value of Shares owned by the redeeming Shareholder to fall below EUR 10,000,000 (or such other amount determined by the Managing General Partner in its sole discretion) or the redemption would result in the redemption of all of the Shares owned by the redeeming Shareholder; and

(d.) to require the Managing General Partner to redeem the specified number of Shares in accordance with the following Article 14.5.

14.5. Upon receipt of a qualifying Redemption Request, the Managing General Partner will be required to redeem the A Shares which form the subject of the Redemption Request on the relevant Class A Redemption Date. Each A Share will be redeemed at the NAV per Share calculated in the ordinary course most recently prior to the date on which that Share is actually redeemed. Upon receipt of a qualifying Redemption Request, the Managing General Partner will be required to redeem the B Shares which form the subject of the Redemption Request on the relevant Class B Redemption Date. Each B Share will be redeemed at the NAV per Share calculated in the ordinary course most recently prior to the date on which that Share is actually redeemed.

14.6. The Managing General Partner may satisfy redemption requests in a number of ways, including (but not limited to):

(a.) utilising cash in the Fund;

(b.) temporary borrowings; and

(c.) utilising Proceeds or, in the case of Class R Shares and/or in the case of Class S Shares, Net Proceeds.

14.7. On each occasion when an Investment which forms part of the Illiquid Investment Portion is realized or deemed to have been realized, the Net Proceeds will be held as cash or cash equivalents with a maturity not to extend past the end of the next scheduled R Redemption Date and/or S Redemption Date.

14.8. The Managing General Partner shall cause the Fund to redeem Class R Shares at their current Net Asset Value to the extent of Available Funds on each R Redemption Date. The Managing General Partner shall cause the Fund to redeem Class S Shares at their current Net Asset Value to the extent of Available Funds on each S Redemption Date.

14.9. To the extent Available Funds for a Series of Class R Shares are insufficient to redeem such Series in full, such redemption shall be effected pro rata among all holders of Class R Shares of such Series based on the number of such Series of R Shares held by the Shareholder. To the extent Available Funds for a Series of Class S Shares are insufficient to redeem such Series in full, such redemption shall be effected pro rata among all holders of Class S Shares of such Series based on the number of such Series of S Shares held by the Shareholder.

14.10. Class R Shares are not redeemable by a Shareholder. Unless otherwise determined by the Managing General Partner, a redeeming Shareholder will continue to hold such Class R Shares until all such Class R Shares have been redeemed and cancelled in accordance with the provisions of these Articles of Association. Class S Shares are not redeemable by a Shareholder. Unless otherwise determined by the Managing General Partner, a redeeming Shareholder will continue to hold such Class S Shares until all such Class S Shares have been redeemed and cancelled in accordance with the provisions of these Articles of Association.

14.11. The Managing General Partner will manage the process of redemption having regard to the interests of the Fund and all Shareholders.

14.12. The Managing General Partner may, in its sole and unfettered discretion, and without the need to provide reasons to any Shareholder, compulsorily (i.e. without the consent of the affected Shareholder) redeem the Shares of any Shareholder at any time at the NAV per Share.

14.13. The redemption of Shares at any other time will be in the sole and absolute discretion of the Managing General Partner.

Art. 15. Transfer.

15.1. Subject to these Articles of Association and the provisions of the Confidential Memorandum, Shares in the Fund are generally freely transferable, with the prior approval of the Managing General Partner.

15.2. Notwithstanding the foregoing, the Managing General Partner will withhold its consent to a Transfer in the following circumstances:

(a.) the Transfer is considered by the Managing General Partner, in its sole discretion, not to be in the best interests of the Fund or the Shareholders as a whole; or

(b.) the Transferee does not qualify as Well-Informed Investor.

15.3. Upon any valid Transfer as evidenced by entry of the Transferee's name into the Register, the Transferee will have all the rights and will be subject to all of the obligations of the Transferor existing or arising on or after the date of transfer as if such Transferee had been originally admitted to the Fund instead of the Transferor, effective as of the date of the relevant Transfer. In the event of a Transfer of part only of a Shareholder's Shares, the provisions of the immediately preceding sentence will, mutatis mutandis, be applicable on a pro rata basis. No Shareholder may grant limited rights over its Shares or the right to receive Distributions and no Shareholder may dispose of, or grant a limited right over, any other right it may have against the Fund.

15.4. Any Transfer may only be effected once the Transferee, to the satisfaction of the Managing General Partner, has agreed to be bound by the terms of these Articles of Association and assumes all rights and obligations of the Transferor hereunder by signing a duly completed Subscription Agreement or a novation of an existing Subscription Agreement, as the case may be.

15.5. Notwithstanding the foregoing, the Fund may restrict or prevent the ownership of Shares in the Fund by any Person, including any Person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any Person which is not qualified to hold such Shares by virtue of such law or requirement (including without limitation any Person which does not qualify as a Well-Informed Investor within the meaning of article 2 of the SIF Law) or if in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the Fund or the majority of its Shareholders, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become exposed to disadvantages (including without limitation tax or financial disadvantages) that it would not otherwise have incurred or subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

III. Net asset value determination

Art. 16. Valuation Policy and Calculation of the NAV.

16.1. a) Frequency and timing: The Managing General Partner adopts a policy of valuing the Investment of the Fund at least once each calendar quarter (generally on the last day of the month) and at any other time required by the Managing

General Partner in its discretion. The NAV will be determined by the Administrative Agent under the supervision of the Managing General Partner in accordance with the provisions of these Articles of Association.

b) Valuation principles: The assets and liabilities of the Fund will be valued in accordance with IFRS, resulting, in the opinion of the Managing General Partner, in a NAV, which reflects the fair value of the underlying assets and liabilities of the Fund. The Managing General Partner may, in its discretion, provide reserves for estimated accrued expenses, liabilities or contingencies, even if such reserves are not required by IFRS.

Information or knowledge of events received after the publication of the NAV will only be taken into account on a prospective basis in subsequent NAV calculations and may form a reconciling item in the annual audited financial statements of the Fund.

The following principles will be applied in valuing the assets of the Fund:

(i) financial instruments which are listed or dealt in on a regulated market (including such financial instruments when traded in the after hours market) will be valued taking into consideration their quoted mid-market price, subject to any discounts due to the nature of such financial instrument on the market which is normally the principal market for such financial instrument;

(ii) financial instruments that are not listed on a regulated market but are traded over-the-counter shall be valued having regard to applicable market standards as applied from time to time and on the basis of a good faith estimate of their foreseeable sales price;

(iii) investments in private equity investments and collective investment vehicles managed by BI-Invest will generally follow the valuation guidelines as set out in the International Private Equity Valuation Guidelines as approved by the European Venture Capital Association and which are summarised below:

(a) unquoted Investments are valued at cost for the first twelve (12) months. However, if there has been a significant event or transaction since the acquisition of the Investment, the Managing General Partner may value the Investment using one of the valuation methods mentioned below;

(b) where a recent third party transaction in respect of an unquoted Investment has taken place, the price of the transaction will be used by the Managing General Partner as the basis for valuation;

(c) where the value of an Investment's business derives mainly from its earning, the Managing General Partner will value the Investment based on a comparable company's earnings multiple, applied to the latest available financial information. Comparable company earnings multiple means appropriate multiples for quoted companies, comparable in business activities and size to the Investee company. The valuation methodology includes a fundamental analysis that evaluates factors such as the Investee company's performance and growth potential to ensure that there are no material factors which would impact on the earnings multiplier used;

(d) where the value of an Investment's business derives mainly from the underlying value of its assets rather than its earnings then the value of the Investments' net assets will be used as a basis for the valuation;

(e) where the underlying business of an Investment is going through a period of great change such as rescue refinancing, turnaround, strategic repositioning, loss making or is in its start-up phase then the discounted future earnings methodology may be used. This methodology may be used in situations that other valuation methodologies may be incapable of addressing;

(f) where the realisation of an Investment or flotation of the underlying business of an Investment is imminent and the pricing of the relevant transaction has been substantially agreed then the discounted cash flows from the proposed realisation of floatation may be used; and

(g) where the Managing General Partner has received a third party offer for an Investment or an independent valuation has been performed on an unquoted Investment then the Managing General Partner will use the offer price (after applying an appropriate discount) as the basis for the valuation. The offer price is not used as the primary valuation but is used to support the valuation.

(h) Investments in funds managed by third party managers, including for the avoidance of doubt funds managed by Affiliates of BI Invest or the Managing General Partner, will be valued according to the valuation of the Fund's interest as reported by the third party manager. Where no such reported valuation exists, the Managing General Partner will estimate the valuation of the Fund's interest in such third party funds by valuing the individual assets according to the valuation policy presented in these Articles of Association and the Managing General Partner is explicitly authorised to modify any valuation provided by third party managers if it believes that the valuation conflicts with the investment policy of the Fund as presented in these Articles of Association;

(iv) cash on hand or on deposit, bills, demand notes, overnight financing transactions, receivables, and payables will be valued at the full amount thereof; provided, however, that if such cash, bills, demand notes, overnight financing transactions, receivables, and payables are unlikely, in the opinion of the Managing General Partner, to be paid or received in full, then the value will be equal to the full amount thereof adjusted as is considered appropriate to reflect the true value thereof;

(v) if the Managing General Partner determines that the valuation of any investment pursuant to the valuation procedures set forth above does not represent fair value, the General Partner will value such investment as it determines in its sole discretion and will set forth the basis of such valuation in writing in the Fund's records;

(vi) all other assets and liabilities of the Fund (except goodwill) will be assigned such value as the General Partner, in its sole discretion, may determine;

(vii) all values assigned to financial instruments and other assets and liabilities by the Managing General Partner will be final and conclusive as to all Shareholders; and

(viii) NAV calculations will be audited at the end of each fiscal year by the Fund's auditor and may be revised as a result of such audit. Assets of the Fund will also be valued annually by an independent valuer in order to provide the Managing General Partner with opinions on whether specific assets need to be repriced.

16.2. a) All assets and liabilities will initially be valued in the applicable local currency and will then be translated into the Base Currency using the applicable exchange rate on the date of determination of the NAV.

b) For the purposes of the calculation of the NAV, the assets of the Fund are deemed to include:

(i) all cash on hand or on deposit, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;

(ii) all bills and demand notes and accounts receivable (including Proceeds not yet received), which may be held on an accessory and temporary basis;

(iii) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, subscription rights, warrants, Investments, R Investments, S Investments and other investments and securities, if any owned or contracted for by the Fund;

(iv) all stocks, stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;

(v) all interest accrued on any interest bearing securities owned by the Fund, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

(vi) the primary expenses of the Fund insofar as the same have not been fully amortised; and

(vii) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

c) For the purposes of the calculation of the NAV, the liabilities of the Fund are deemed to include:

(i) all borrowings, bills and accounts payable;

(ii) all accrued or payable administrative expenses, including but not limited to Management Fees, Incentive Fees, Class V Allocations, advisory fees and any fees of the Service Providers;

(iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property;

(iv) all unearned fees from Investments insofar as the same have not been fully amortised;

(v) an appropriate provision for income and deferred taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Managing General Partner, and other reserves, if any, authorised and approved by the Managing General Partner;

(vi) the establishment and organizational costs of the Fund, up to an amount of EUR 150,000 which will be amortised over a five (5) year period; and

(vii) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Fund.

In determining the amount of the liabilities of the Fund, the Managing General Partner shall take into account all expenses payable by the Fund, including, without limitation, formation expenses, fees payable to the Managing General Partner, its accountants, the Administrative Agent, the Registrar and Transfer Agent and any other agent employed by the Fund, fees for legal and auditing services, including the review and audit of the NAV, fees of independent valuers, costs of compliance and portfolio analysis, promotion, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the Fund Documents, explanatory memoranda, registration statements or annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including, without limitation, the cost of buying and selling assets, due diligence expenses, research expenses, remuneration to certain directors of the Managing General Partner, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and facsimiles. The Managing General Partner may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

d) For the purposes of the calculation of the NAV:

(i) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received are deemed to be existing;

(ii) Shares of the Fund to be redeemed are treated as existing and until paid, the price therefore is deemed to be a liability of the Fund;

(iii) all investments, cash balances and other assets of the Fund not expressed in the Base Currency, will be valued after taking into account the market rates of exchange in force at the date and time of determination of the NAV; and

(iv) effect must be given as at any Valuation Day to any purchases or sales of Investments and R Investments and S Investments irrevocably committed for by the Fund on that Valuation Day, to the extent practicable.

16.3. a) The Administrative Agent may, subject to the approval of the Managing General Partner, suspend the calculation of the NAV and the issue and redemption of Shares of any Class or Series in any of the following cases:

(i) where, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Administrative Agent or the Managing General Partner, disposal of the assets is not reasonable or normally practicable without being seriously detrimental to the interest of Shareholders;

(ii) where it is not reasonably practicable to determine the NAV on an accurate and timely basis;

(iii) where, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions are rendered impracticable or purchases and sales of the assets of the Fund cannot be effected at normal rates of exchange;

(iv) during any period during which any stock exchange on which a substantial portion of the Fund's investments are quoted is closed, other than for ordinary holidays and weekends, or during periods in which dealings in such stock exchange are restricted or suspended;

(v) during any period during which, in the sole and absolute discretion of the Managing General Partner, disposal of a substantial portion of Investments by the Fund would not be reasonable or practical;

(vi) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Investments or any position the Fund holds, or when for any other reason the prices or values of any investments owned by the Fund cannot be reasonably or promptly ascertained;

(vii) during any period in which the transfer of funds involved in the realization or acquisition of any investments by the Fund cannot be effected at normal rates of exchange;

(viii) when there exists, in the opinion of the Administrative Agent, a state of affairs where the disposal of the Fund's assets, or the determination of the NAV or the NAV per Share, would not be reasonably practicable or would be seriously prejudicial to the non-redeeming Shareholders;

(ix) if the Administrative Agent reasonably deems it necessary to do so to comply with anti-money laundering and other similar laws and regulations applicable to the Fund, the Service Providers, or any of their Affiliates, subsidiaries or associates;

(x) for any period during which the redemption of Shares would cause a breach or default under any covenant in any agreement entered into by the Fund for borrowing or cash management purposes; and

(xi) when a decision is made to liquidate or dissolve the Fund.

b) The board of directors of the Managing General Partner will meet at least once every calendar year to review the appropriateness of the valuation principles applied to the assets of the Fund and will confirm them at such meetings. Resolutions passed at such meetings will be minuted.

IV. Administration and supervision

Art. 17. Powers of the Managing General Partner.

17.1. The Fund is managed by the Managing General Partner, who shall always be an unlimited shareholder of the Fund (associé gérant commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which can not be met out of the assets of the Fund. The Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in General Meetings.

17.2. The Managing General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose, in compliance with the investment purpose as determined in accordance with Article 4 hereof.

17.3. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the Managing General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the Managing General Partner as the Managing General Partner shall determine in its discretion.

17.4. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association to the General Meeting are in the competence of the Managing General Partner. The Managing General Partner shall hold a veto right against all decisions of the General Meeting which affect the rights of the Fund towards third parties and which amend the Articles of Association.

Art. 18. Delegation.

18.1. The Managing General Partner may delegate any authority, power or discretion exercisable by it (including one that it may have a duty to exercise or perform and the power of delegation) to any Person (including an Affiliate) in the manner and on terms that the Managing General Partner considers appropriate.

18.2. The Managing General Partner may thus appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that it deems necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the Managing General Partner. The Managing General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the Managing General Partner and who will have the powers determined by the Managing General Partner.

18.3. The Managing General Partner may from time to time create one or several committees composed of members of the Managing General Partner and/or external Persons and to which it may delegate powers and roles as deemed appropriate in its sole discretion.

18.4. The Managing General Partner may obtain investment information, advice and other services, remuneration for which will be at the Fund's cost to the extent provided under these Articles of Association and the Confidential Memorandum.

Art. 19. Resignation of the Managing General Partner. The Managing General Partner may resign as manager of the Fund only if it has arranged for its succession by nominating a successor and procuring the approval of that successor at a General Meeting by the affirmative vote of Shareholders representing more than 75% of the Shares held by Shareholders entitled to vote and subject to the prior approval of such successor by the CSSF.

Art. 20. Removal of the Managing General Partner. The Managing General Partner may be removed at a General Meeting by the affirmative vote of Shareholders representing more than 75% of the Shares held by Shareholders entitled to vote. A resolution to remove the Managing General Partner may only be adopted in the case of:

(i) fraud, gross negligence, bad faith, wilful misconduct or reckless disregard by the Managing General Partner in respect of its obligations in relation to the Fund, in each case as determined by a court of competent jurisdiction, or

(ii) the Managing General Partner having been declared bankrupt, granted suspension of payments or being dissolved; each time subject to the approval of the CSSF.

Upon removal of the Managing General Partner, the General Meeting shall appoint a successor managing general partner by the affirmative vote of Shareholders representing more than 50% of the Shares held by Shareholders entitled to vote and present at such General Meeting.

Any such removal will be effective upon execution of an agreement satisfactory to the legal counsel of the Fund, under which the replacement managing general partner assumes the rights and undertakes the obligations of the Managing General Partner to the Fund under these Articles of Association with effect from its appointment and under which the name of the Fund must be changed if so requested by the Managing General Partner.

Art. 21. Further consequences of resignation or removal of the Managing General Partner. Upon the resignation or removal of the Managing General Partner becoming effective pursuant to Articles 20 or 21 any rights and obligations of the Managing General Partner will immediately cease to exist, it being understood that:

(i) the Managing General Partner will remain entitled to its fees and reimbursements under these Articles of Association regarding the period of time up until the date on which the resignation or removal becomes effective; and

(ii) the outgoing Managing General Partner will remain entitled to indemnification, in its capacity as Managing General Partner, from the Fund pursuant to the provisions of these Articles of Association, with respect to any matter arising prior to its resignation or removal and has no liability to the Fund as a managing general partner in respect of any matter arising after it ceases to be the Managing General Partner.

Art. 22. Separate liabilities of the Managing General Partner. The Managing General Partner hereby undertakes that it shall at all times duly and punctually pay and discharge its separate and private debts and engagements whether present or future, incurred or assumed by it as principal and other than in its capacity as Managing General Partner of the Fund and shall keep the Fund and the Shareholders and their personal representatives, estates and effects indemnified therefrom and from all liabilities, actions, proceedings, costs, claims and demands in respect thereof.

Art. 23. The Custodian.

23.1. Description

The Custodian has been appointed by the Managing General Partner as custodian of all of the assets of the Fund pursuant to the Custodian Agreement.

The Custodian maintains its registered office and place of central administration in the Grand Duchy of Luxembourg and has a banking licence granted in accordance with applicable laws.

23.2. Responsibilities

In accordance with the SIF Law and subject to the terms of the Custodian Agreement, the Custodian will:

- (a.) be responsible for the custody of the assets of the Fund; and
- (b.) manage all of the Fund's bank accounts.

23.3. The Custodian will assume and perform its functions and responsibilities in accordance with the SIF Law. All cash and securities constituting the assets of the Fund entrusted to the Custodian shall be held by the Custodian on behalf and for the account of the Fund. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of the assets of the Fund. The Custodian may hold securities in accounts with any clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of Proper Instructions.

23.4. In the performance of its duties at all times, the Custodian will separately keep and administer the assets and liabilities of the Fund and will not mingle them with its own assets and liabilities or those of any other Person for whom it acts as custodian.

23.5. The Custodian will take all steps to dispose of all or any part of the assets of the Fund as specified in any Proper Instruction, each time subject to the terms and conditions of the Custodian Agreement.

23.6. The Custodian is entitled to the fees determined in accordance with the Custodian Agreement. Those fees are based on the net assets of the Fund and are payable quarterly in arrears.

23.7. The Managing General Partner or the Custodian may terminate the appointment of the Custodian at any time upon ninety (90) days written notice delivered by one to the other provided that termination by the Managing General Partner or the Custodian is subject to the suspensive condition that a replacement custodian is appointed. In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Managing General Partner will use reasonable endeavours to appoint a new custodian within two (2) months of the termination to assume the responsibilities and functions of the Custodian. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian will take all necessary steps to ensure the preservation of the interests of the Shareholders. After termination of the appointment of the Custodian, the appointment and duties of the Custodian will continue for such period as may be necessary to enable the transfer of all the assets of the Fund to the new Custodian.

Art. 24. Conflicts of interest.

24.1. No contract or other transaction between the Fund and any other fund, company or firm shall be affected or invalidated by the fact that one or more of the directors or officers of the Managing General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other fund, company or firm. Any director or officer of the Managing General Partner who serves as a director, associate, officer or employee of any fund, company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other fund, company, or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or business.

24.2. In the event that any director or officer of the Managing General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director or officer shall make known to the Managing General Partner such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding General Meeting.

24.3. The term "conflict of interest", as used in this Article, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the initiator, any investment manager, the Custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Managing General Partner in its discretion.

Art. 25. Indemnification.

25.1. The Fund may indemnify any director of the board of the Managing General Partner or any committee member and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer or committee member of the Fund or, at its request, of any other company of which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or willful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

25.2. The Managing General Partner may decide that expenses effectively incurred by any member of the board of directors or committee member in accordance with this Article may be advanced to the indemnified officer, provided that this officer will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

25.3. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any officer may be entitled.

Art. 26. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the Managing General Partner and remunerated by the Fund. The auditor shall fulfill all duties prescribed by the SIF Law.

V. General Meetings - Fiscal year - Distributions

Art. 27. Representation. The General Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Fund. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund, each time subject to the veto right of the Managing General Partner.

Art. 28. General Meetings of Shareholders.

28.1. The General Meeting shall meet upon call by the Managing General Partner. The Managing General Partner shall also be obliged to convene a General Meeting within a period of one month, if Shareholders representing 1/10th of the capital require so in writing with an indication of the agenda.

28.2. The annual General Meeting of Shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Fund in Luxembourg-City or any other place specified in the convening notice on the second Tuesday of May at 11.15 a.m. If such day is not a Business Day in Luxembourg, the annual General Meeting of Shareholders shall be held on the next following Business Day.

28.3. Other General Meetings may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

28.4. Shareholders shall meet upon call by the Managing General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda sent by registered letter at least eight days prior to the meeting to each Shareholder at the address indicated in the Register. The agenda shall be prepared by the Managing General Partner except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Managing General Partner may prepare a supplementary agenda.

28.5. If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

28.6. The Managing General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any General Meeting.

28.7. The business transacted at any General Meeting shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

28.8. Each Share, regardless of the NAV per Share is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. Only full Shares are entitled to vote.

28.9. A Shareholder may act at any General Meeting by giving a written proxy to another Person, who need not be a Shareholder.

28.10. Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote of the votes cast.

28.11. The Managing General Partner shall hold a veto right against all decisions of the General Meeting which affect the rights of the Fund towards third parties and which amend the Articles of Association.

Art. 29. Fiscal year. The Fiscal Year of the Fund starts on the first day of January and finishes on the last day of December each year.

Art. 30. Distributions.

30.1. Each Shareholder will be treated equally to other Shareholders owning Shares of the same Class and Series pro rata to the number of Shares of the relevant Class and Series owned by it. Each Share of each Class entitles, upon issue, its owner to a proportional part of the Distributions made to Shareholders who own Shares of that Class and Series.

30.2. It is not envisaged that the Fund will make Distributions. Notwithstanding the foregoing, the Managing General Partner may, from time to time and in its sole and absolute discretion, declare dividends in accordance with the provisions of these Articles of Association.

30.3. The Managing General Partner may declare Distributions from time to time with reference to the aggregate returns (whether interest, dividends or otherwise) received from the liquidation of its Investments less the aggregate of all amounts required to satisfy the expenses and liabilities of the Fund, including any fees due to the Managing General Partner. Distributions will be payable, once declared, pursuant to a resolution of the Managing General Partner as soon as practicable after receipt of the returns on which the Distributions are based, to each Shareholder pro rata to the Shares held by it.

30.4. The payment of any Distributions shall be made to the address indicated on the Register.

30.5. Distributions shall be paid in the Base Currency.

30.6. No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

30.7. A dividend declared but not paid on a Share cannot be claimed by the holder of such Share after a period of five years from the notice given thereof, unless the Managing General Partner has waived or extended such period in respect of all Shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the Fund. The Managing General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Fund to perfect such reversion. No interest will be paid on dividends declared, pending their collection.

30.8. The Fund may, in the absolute discretion of the Managing General Partner, make any reinvestments.

VI. Final provisions

Art. 31. Dissolution and Liquidation.

31.1. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting subject to the quorum and majority requirements referred to in this Article 31 and the consent of the Managing General Partner.

31.2. Whenever the subscribed capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the Managing General Partner. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes cast at such meeting.

31.3. The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the General Meeting whenever the subscribed capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding one fourth of the Shares represented at such meeting.

31.4. The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be, in accordance with the provisions of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

31.5. The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities and need to be approved by the CSSF, appointed by the General Meeting, which shall determine their powers and remuneration.

Art. 32. Amendments to the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a General Meeting subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 33. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing Persons or Shareholders also include corporations, funds, associations and any other organised group of Persons whether incorporated or not.

Art. 34. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the law of February 13, 2007 relating to specialised investment funds as such laws have been or may be amended from time to time.

Estimate of Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately two thousand Euro (EUR 2.000.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing parties.

Signé: G. Saddi, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 décembre 2014. LAC/2014/60906. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206734/989.

(140231195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Patron Noosa Devco (Sutton) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 187.261.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 1^{er} décembre 2014

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de M. Emmanuel Mougeolle de son poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014.

- Nomination de M. Steve van den Broek, directeur de sociétés, né à Anvers, Belgique, le 26 juillet 1970, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014 pour une durée indéterminée.

Le Conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Mme Géraldine Schmit, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

- M. Steve van den Broek, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2014204684/20.

(140228612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Thima Investments S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.-F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 192.919.

STATUTS

L'an deux mille quatorze,
le douze décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,
a comparu:

«PROCEDIA S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange;

ici représentée par:

Monsieur Philippe LECLERC, employé privé, avec adresse professionnelle au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange,

en vertu d'une procuration donnée à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 09 décembre 2014.

Ladite procuration signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel mandataire, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme que la partie prémentionnée déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de «THIMA INVESTMENTS S.A.» (ci-après la «Société»).

Art. 2. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

La Société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder à toutes autres personnes physiques ou morales ayant un lien direct ou indirect avec elle, tous concours, prêts, avances ou garanties sans toutefois entrer dans le cadre des activités de crédit visées par la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier ni celles de la loi du 8 avril 2011 relative au crédit à la consommation.

La Société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, répondant aux conditions de l'Article 42, (2), de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée. Le dépositaire maintient un registre des actions au porteur au Luxembourg dans lequel les actions au porteur sont inscrites au nom de l'actionnaire propriétaire des actions.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

A la demande des actionnaires, des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires par la Société ou par le dépositaire en cas d'actions au porteur.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des Actionnaires **Décisions de l'actionnaire unique**

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième mardi du mois de juin de chaque année à 10.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Le conseil d'administration pourra à tout moment être réparti en administrateurs de catégorie A et en administrateurs de catégorie B. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la com-

position du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le premier président pourra être nommé par la première assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée et uniquement si, au moins un administrateur de catégorie A et un administrateur de catégorie B sont présents ou représentés dans cette majorité.

Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue de ses membres, cette majorité devant nécessairement être composée d'au moins un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B, présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au

conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

Toutefois la (les) première(s) personne(s) à qui sera (seront) déléguée(s) la gestion journalière peut (peuvent) être nommée(s) par la première assemblée générale des actionnaires.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B ou par la signature individuelle d'un administrateur A de la Société, ou par la signature individuelle de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera le(s) commissaire(s) aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2016.

Souscription et libération

Toutes les trois cent dix (310) actions ordinaires ont été souscrites par la Société «PROCEDIA S.à r.l.», pré-qualifiée, en sa capacité de seul et unique actionnaire.

Toutes les actions ont été entièrement libérées par un apport en numéraire, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution sont évalués à environ mille euros

Résolutions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et le nombre des commissaires à un (1).

2. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs dans les deux (2) catégories:

Administrateur de Catégorie A:

- Madame Martine URY, administratrice de sociétés, née à Strasbourg (France), le 23 octobre 1967, demeurant Avenue Fond Roy, B-1180 Bruxelles (Belgique);

Administrateurs de Catégorie B:

- Monsieur Didier BEN SADOUN, professionnel du secteur financier, né à Marseille (France), le 30 juillet 1970, avec adresse professionnelle au 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

- Monsieur Rudy PAULET professionnel du secteur financier, né à Arlon (Belgique), le 6 janvier 1966, avec adresse professionnelle au 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Conformément à l'article DIX (10) des présents statuts, Madame Martine URY, prénommée est désignée premier président du conseil d'administration.

3. A été nommée commissaire aux comptes:

la société «MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à r.l.», une société à responsabilité limitée soumise aux lois luxembourgeoises, établie et ayant son siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 145 419).

4. Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'assemblée générale amenée à se prononcer sur les comptes de l'année 2019.

5. L'adresse de la Société est établie au 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

DONT ACTE, passé à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: P. LECLERC, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 16 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17322. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014205010/246.

(140227944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Global Investment Selection, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 55.736.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 16 décembre 2014

En date du 16 décembre 2014, l'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Régis DEYMIÉ de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 24 novembre 2014;

- de nommer Monsieur Alexandre PIERRON, né le 26 octobre 1977 à Abidjan, Côte d'Ivoire, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 54, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 16 décembre 2014 et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015;

- de ratifier la cooptation de Monsieur Stéphane POULIN en tant qu'administrateur et président du conseil d'administration de la Société, à compter du 4 août 2014 et pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Le conseil d'administration de la Société est désormais composé comme suit:

- Massimo Paolo GENTILI, Administrateur

- Alexandre PIERRON, Administrateur

- Stéphane POULIN, Administrateur et Président du conseil d'administration

Le siège social du réviseur d'entreprises agréé, PricewaterhouseCoopers, a changé et se trouve désormais au: 2, rue Gerhard Mercator L - 2182 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

GLOBAL INVESTMENT SELECTION

Signature

Référence de publication: 2014204279/27.

(140228848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Yarmot s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1247 Luxembourg, 2, rue de la Boucherie.

R.C.S. Luxembourg B 132.818.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205084/9.

(140228220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Tycoon Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 89.884.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/12/2014.

G.T. Experts Comptables S.À.R.L.

Luxembourg

Référence de publication: 2014205032/12.

(140228062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Fremont French Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 143.833.

EXTRAIT

Il ressort d'une convention de transfert de parts sociales exécutée en date du 19 décembre 2014 entre:

- Fremont Investors LLC, une société à responsabilité limitée, établie et existante selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle, 19801 Delaware, États-Unis d'Amérique, et enregistrée auprès du Secrétariat d'Etat de l'Etat du Delaware, sous le numéro 5070434,

Et,

- Horizon Real Estate Investors LLC, une société à responsabilité limitée, établie et existante selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle, 19801 Delaware, États-Unis d'Amérique, et enregistrée auprès du Secrétariat d'Etat de l'Etat du Delaware, sous le numéro 4001491,

que les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, ont été transférées par Fremont Investors LLC, susnommée, à Horizon Real Estate Investors LLC, susnommée.

Depuis lors, les parts sociales de la Société sont détenues par Horizon Real Estate Investors LLC, seul et unique associé de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 19 décembre 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014204197/31.

(140227846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.
